

# MADAGASCAR

## ÉCRIT PAR

**Marie Pierre BALLARIN** : docteure en histoire, chargée de recherche à l'Institut de recherches pour le développement

**Chantal BLANC-PAMARD** : géographe, directrice de recherche au C.N.R.S.

**Hubert DESCHAMPS** : professeur à la faculté des lettres et sciences humaines de Paris

**Bakoly DOMENICHINI-RAMIARAMANANA** : docteur d'État ès lettres et sciences humaines, maître de recherche au C.N.R.S.

**Paul LE BOURDIEC** : docteur ès lettres, professeur de géographie tropicale à l'université de Nice

**David RASAMUEL** : docteur de troisième cycle

**Encyclopædia Universalis** : services rédactionnels de l'Encyclopædia Universalis

<b>Nom officiel</b>	République de Madagascar
<b>Chef de l'État</b>	Michaël Randrianirina - depuis le 17 octobre 2025
<b>Chef du gouvernement</b>	Mamitiana Rajaonarison - depuis le 16 mars 2026
<b>Capitale</b>	Antananarivo
<b>Langue officielle</b>	Français , Malgache , Anglais
<b>Population</b>	31 964 956 habitants (2024)
<b>Superficie</b>	587 295 km <sup>2</sup>

L'île de Madagascar s'étend à l'est de l'Afrique dont elle est séparée par les 400 kilomètres du canal du [Mozambique](#). Quatrième île du monde par sa superficie (590 000 km<sup>2</sup>), elle mesure 1 580 kilomètres du nord au sud et 570 kilomètres d'est en ouest dans sa partie la plus large. Pays tropical dans son ensemble, l'île présente des reliefs complexes composés des Hautes Terres centrales, d'une côte orientale étroite et, à l'ouest, de grandes plaines déboisées et d'une côte dominée par le sable et les [mangroves](#). Le peuplement de l'île fut intimement lié aux réseaux d'échanges qui se sont mis en place au début de l'ère chrétienne, animés par les [Australonésiens](#) et les Africains, qui ont formé des groupes de populations variés, diversement répartis sur le territoire.



**Madagascar : carte physique**

*Encyclopædia Universalis France*



**Madagascar : drapeau**

*Encyclopædia Universalis France*

Fortement marquée par son insularité, au niveau géographique et culturel, Madagascar a connu des mouvements de population dans l'[océan Indien](#) qui ont permis l'élaboration de cultures malgaches, à la fois produit des échanges commerciaux et résultat de processus internes. Des formations politiques de type monarchique ont vu le jour au xviii<sup>e</sup> siècle dans l'Ouest et également sur les Hautes Terres où Andrianampoinimerina (1740 env.-1810) mit en place, pour un siècle, la royauté merina. Celle-ci s'ouvrit au monde occidental et au [christianisme](#), mais céda à la conquête coloniale. De l'indépendance à 2009, trois républiques ont vu le jour. À la première, qui se caractérisa par une stabilité politique relative, succéda un régime socialiste dit « révolutionnaire », instaurant la République démocratique de Madagascar, régime coercitif aux impacts négatifs sur les plans économique et social. L'année 1991 marqua le retour à un régime pluraliste modéré dans le cadre de la [Troisième République](#), aux résultats très mitigés. À partir de 2009, l'île s'enlise dans des crises politiques à répétition, aux conséquences socio-économiques une nouvelle fois désastreuses. À l'issue d'un processus de sortie de crise orchestré pas la communauté internationale, Madagascar entre officiellement en [Quatrième République](#) avec la tenue d'une nouvelle élection présidentielle à la fin de 2013. L'enjeu est désormais d'assurer une stabilité politique qui contribuera à la reconstruction économique du pays, car Madagascar reste un des États les plus pauvres du monde.

— Marie Pierre BALLARIN

## Géographie

### Les aspects généraux

En plus de sa dissymétrie est-ouest et des contrastes topographiques entre Hautes Terres centrales et zones basses périphériques, Madagascar se révèle être avant tout un pays au relief très accidenté.

### Diversité des formes du relief



**Collines malgaches**

*Liz Leyden/ Getty Images*

Bien que consacrée par l'usage, l'expression de « hauts plateaux » est incorrecte ; en effet, hormis quelques secteurs particuliers comme les *tampoketsa* au nord-ouest d'[Antananarivo](#) (anc. Tananarive), les Hautes Terres centrales constituent un ensemble morcelé et très complexe, juxtaposant les formes de relief les plus variées. Charles Robequain écrit à juste titre que les routes s'y déroulent à travers un dédale « de hautes plaines d'alluvions, de collines monotones empâtées de latérite, massifs compacts, grands dômes isolés, crêtes aiguës et dentelées, relief en

pains de [sucre](#), buttes au sommet tabulaire... » Il est utile de préciser en outre que plaines et vallées alluviales se terminent généralement en aval par des seuils rocheux que les rivières dévalent de

manière impétueuse, comme l'Ikopa à Farahantsana en aval des plaines d'Antananarivo ; que parmi les collines s'opposent reliefs granitiques, aux versants encombrés de rochers, et *tanety* formées dans les gneiss altérés sur de grandes épaisseurs, et fréquemment éventrées de *lavaka* (profonds ravinements). À une échelle plus grande, les massifs présentent une égale diversité entre reliefs granitiques (Andringitra), quartzitiques (Itremo) ou volcaniques (Ankaratra), sans compter la variété des cônes, coulées ou cratères qu'offrent les régions volcaniques de l'Itasy ou d'Antsirabe-Betafo.

En direction de l'est, les Hautes Terres se terminent par un escarpement dont l'Angavo, à la latitude d'Antananarivo, ne constitue qu'un des éléments les plus beaux avec le site grandiose de la Mandraka. Mais, [ailleurs](#), cet escarpement se révèle discontinu, généralement suivi d'une série de chaînons liés à des failles : de telle sorte que le voyageur venant de la côte est a plus l'impression de traverser une zone montagneuse que de franchir un simple abrupt. Seul le secteur Alaotra-Mangoro constitue un palier intermédiaire dans cet ensemble très accidenté.

Les régions orientales, en arrière d'une côte rectiligne, présentent également une remarquable diversité. Pas de grande plaine côtière : contrairement à l'impression que donnent les cartes à grande échelle, les rivages de l'océan Indien sont généralement suivis, immédiatement en arrière d'un cordon littoral, de lagunes ou de marais périodiquement inondés, puis par un système confus de basses collines, passant rapidement vers l'intérieur à des collines plus élevées encore, puis à de véritables chaînes montagneuses. Au nord de Mananara, et surtout autour de la presqu'île de Masoala, ces montagnes parviennent même jusqu'à la mer. Ailleurs, de petites plaines littorales peuvent exister, construites par les alluvions des fleuves, mais séparées par des reliefs de basses collines sableuses : c'est à travers ces formations que les hommes ont creusé les « pangalanes » pour relier entre elles les lagunes utilisées par les pirogues des paysans betsimisaraka ou, de Mahanoro à Taomasina (anc. Tamatave), par de petits chalands métalliques.

Par opposition aux Hautes Terres et à cet ensemble oriental, l'ouest de Madagascar est un pays de plaines et de plateaux appartenant à deux grands bassins sédimentaires.

En arrière de Mahajanga (anc. Majunga), le Boina présente le relief le plus adouci. Séparé des Hautes Terres par une grande dépression périphérique de Maevatanana à Boriziny (anc. Port-Bergé), cet ensemble n'est compartimenté que par de petits escarpements qui, de loin en loin, correspondent à des *cuestas* liées aux formations géologiques les plus résistantes. Tel est le cas des calcaires qui, par ailleurs, sont responsables de l'existence de vastes plateaux karstiques comme l'Ankara au nord d'Ambilobe et le Kelifely au sud-ouest de Mahajanga.

Centré sur Morondava, le Menabe offre une topographie plus différenciée. Les *cuestas*, dont les revers correspondent toujours à des plateaux, se terminent vers l'est par des escarpements plus vigoureux : tel est le cas du Bemaraha calcaire dominant la dépression du Betsiriry de part et d'autre de Miandrivazo. En outre, l'accès aux Hautes Terres n'est possible qu'après avoir franchi un nouvel abrupt qui prend toute son ampleur avec le Bongolava à l'est du Betsiriry. Conséquence de ce relief, les fleuves, à l'exemple du Manambolo ou de la Tsiribihina, traversent les plateaux en gorges avant de parvenir au canal de Mozambique. En outre, le littoral du Menabe est une côte à [deltas](#), alors que, plus au nord, le Boina présente de grandes baies dont celle de Bombetoka, devant Mahajanga, n'est qu'un exemple parmi bien d'autres.

Plus que dans la topographie, l'originalité du Sud malgache réside dans les particularités climatiques. Le Sud-Ouest se distingue toutefois de l'ensemble occidental sédimentaire par la disparition des reliefs de *cuestas* au sud de l'Onilahy.

Quant au Sud-Est, en partie cristallin ou volcanique, il est nettement séparé des Hautes Terres par l'escarpement du rebord Manambien qui domine de près de 1 000 mètres les surfaces généralement ondulées de l'Androy. Sud-Ouest et Sud-Est s'opposent en outre par un littoral où dominant, dans le premier cas, les côtes basses, tandis que dans le second les côtes rocheuses s'élèvent souvent à une cinquantaine de mètres et plus, en particulier dans le secteur du cap Sainte-Marie où les falaises atteignant 150 mètres constituent des sites d'une sauvage grandeur face à l'immensité de l'océan.



Île de Nosy Komba, Ma...

Massimo Piacentino/ REDA&...

Enfin, l'extrême Nord, au-delà du seuil de Mandritsara ou de l'Androna, constitue l'ensemble le plus contrasté de Madagascar. Autour du massif complexe du Tsaratanana, avec le point culminant de l'île (2 876 mètres), se juxtaposent des massifs cristallins comme le Marojezy (réserve naturelle), des bassins alluviaux comme l'Ankaibe ou cuvette d'Andapa, des plateaux calcaires comme celui de l'Ankara aux grottes remarquables, de hautes vallées alluviales comme dans l'Ankaizina, des reliefs volcaniques comme la montagne d'Ambre au sud d'[Antsiranana](#) (anc.

Diégo-Suarez) ou dans la partie occidentale de Nosy Be (anc. Nossi-Bé), des deltas enfin comme celui du Sambirano ou de la Mahavavy du Nord.

À ces multiples aspects du relief continental s'ajoute la variété des fonds sous-marins, caractérisés par l'extension remarquable des [récifs coralliens](#). Madagascar est en effet baignée de mers chaudes ; et ce fait, lié à la position géographique de l'île située de part et d'autre du tropique, explique bien des particularités climatiques.

## Les différences climatiques

Si Madagascar est caractérisée, sur l'ensemble de son territoire, par des climats tropicaux à saisons nettement tranchées, il convient de rappeler que ceux-ci présentent de nombreuses nuances régionales : leur seul point commun étant, contrairement aux climats tempérés, d'offrir au cours de l'année des différences de températures relativement faibles en comparaison des contrastes saisonniers de la répartition des pluies.

Les températures s'expliquent avant tout par la latitude. Seul le Nord, plus proche de l'[équateur](#), connaît deux maximums par an, au début et à la fin de la saison des pluies. Partout ailleurs, le régime thermique est à deux temps : les maximums s'étendant d'octobre à avril (avec des moyennes souvent supérieures à 25 °C), les minimums allant de juin à septembre. Mais, hormis les régions d'altitude, ces minimums sont peu marqués : les températures moyennes restent supérieures à 20 °C et l'amplitude annuelle est toujours faible (moins de 5,5 °C à Taomasina entre les mois de janvier et de juillet).

L'allongement de l'île sur plus de 1 500 kilomètres n'est pas suffisant pour provoquer des différences [notables](#) entre le Nord et le Sud : entre Antsiranana et Taolagnaro (anc. Fort-Dauphin), la moyenne ne s'abaisse que de 4 °C.

L'altitude, par contre, fait baisser les températures moyennes du mois de juillet à 13,3 °C pour Antananarivo et à 12,4 °C pour Antsirabe. En été, les maximums sont également moins élevés. De plus, les amplitudes annuelles sont plus marquées, l'amplitude diurne pouvant par ailleurs être assez forte : en octobre, Antananarivo peut déjà enregistrer des maximums diurnes proches de 23 °C et connaître des chutes de températures supérieures à 10 °C (minimum diurne 12,2 °C).

De même, la continentalité peut jouer un rôle non négligeable. Les régions les plus chaudes de Madagascar se trouvent dans les zones de faible altitude situées à l'abri des influences maritimes : ainsi Maevatanana a une température moyenne de 27,4 °C (avec des maximums supérieurs à 39 °C) tandis qu'à Mahajanga les mêmes données sont respectivement de 26,9 °C et de 37,5 °C. Encore faut-il préciser que le canal de Mozambique étant, du fait de sa faible profondeur, une mer chaude à caractère continental, la côte occidentale de Madagascar est, à latitude égale, plus chaude que la côte est.

Enfin, il convient de rappeler que la pluviosité ne manque pas d'avoir une influence sur les températures : il peut faire plus chaud à Antananarivo par une belle journée ensoleillée qu'à Taomasina à l'heure d'une grosse averse, lorsque le ciel est couvert et que souffle le vent du large.

Selon les régions, la saison chaude et pluvieuse peut durer entre quatre et dix mois. La zone orientale est la plus humide : à telle enseigne que, pendant le mois d'octobre qui correspond à la période la moins arrosée de l'année, Taomasina connaît encore en moyenne quinze jours de pluie, et Maroantsetra reçoit pratiquement autant de précipitations que Toliara (anc. Tuléar) au mois de février (plus de 60 mm).

Ces caractères sont dus à plusieurs facteurs.

Si, durant la saison chaude, Madagascar se trouve sous la menace de [cyclones](#) successifs, pendant toute l'année, les régions orientales sont frappées de plein fouet par l'alizé du sud-est. Cet air, issu de l'anticyclone du sud-ouest de l'océan Indien, est fortement chargé d'humidité en toutes saisons et apporte des pluies, surtout sur la côte orientale et les reliefs de l'intérieur.

En été, il apparaît en outre très instable et présente une forte tendance à des mouvements ascendants : les pluies sont alors très importantes sur le versant est ainsi que sur les Hautes Terres ; par contre, l'alizé perd progressivement son humidité en descendant au-dessus des régions occidentales.

Toutefois, vers le nord-ouest, la rencontre avec l'air tropical assimilé à la [mousson](#) provoque la formation d'un « front » dit front intertropical responsable de précipitations parfois considérables. De même, au contact des masses d'air formant la dépression permanente du canal de Mozambique, l'alizé provoque des pluies sur l'ouest de l'île, principalement entre décembre et mars.

Ainsi, sans entrer davantage dans le détail des mouvements des masses d'air, s'expliquent à la fois la persistance des pluies pendant presque toute l'année sur le versant oriental, leur concentration saisonnière sur le versant occidental, leur rareté et leur irrégularité sur l'extrême Sud.

## Les paysages végétaux

Les différences régionales sont suffisantes pour faire de Madagascar un ensemble où se juxtaposent des paysages végétaux très dissemblables. Le versant oriental correspond au domaine de la forêt dense à feuilles persistantes. Le versant occidental, au contraire, correspond au domaine de la forêt claire à feuilles caduques. Le Sud-Ouest, enfin, est caractérisé par une brousse adaptée à la sécheresse.

De multiples arguments concourent à prouver que Madagascar a été autrefois largement recouverte de forêts. En réalité, à l'heure actuelle, les forêts primitives ont disparu sur de très grandes surfaces. S'il reste d'importants massifs forestiers sur les versants orientaux, ceux-ci ont néanmoins perdu beaucoup de place au profit de formations secondaires de type *savoka* constituées par des

associations de petits arbres ou arbustes qui vivent à l'état naturel en bordure des ruisseaux et à la lumière.



**Arbre-du-voyageur**

*C.Dani/I.Jeske/ De Agostini/ ...*

Tel est le cas des savoka à bambou, ou encore des savoka à *ravinala* – communément appelé arbre du voyageur – dont les graines se conservent très longtemps. Toutefois, les défrichements et les feux répétés conduisent au remplacement de ces savanes par des formations de graminées, qui occupent de grandes surfaces, en particulier sur les collines de la côte sud-est.

Sur les Hautes Terres du centre, la [déforestation](#) a été plus poussée encore. S'il reste quelques témoins de la forêt primaire en montagne (comme dans l'Ankaratra), les massifs forestiers actuels sont le résultat d'une politique suivie du service des Eaux et Forêts en faveur du reboisement. Outre les pins, les Hautes Terres centrales présentent ainsi des [bois](#) d'eucalyptus et des formations subspontanées de mimosas. Mais on n'y trouve pas de savoka : la forêt primitive, plus fragile que dans l'est, paraît avoir été remplacée directement par une lande à bruyères géantes (dont la région de Mantsoa offre un exemple) ou plus généralement par une steppe où dominent les graminées les plus rustiques adaptées au régime des feux : le *bozaka*.

Seule analogie entre les deux zones, les marais, généralement colonisés par des peuplements serrés de cypéracées (parmi lesquelles le *zozoro* : *Cyperus madagascariensis*).

Les immensités de l'Ouest ne présentent, elles aussi, que les restes d'une forêt claire à feuilles caduques autrefois beaucoup plus étendue. Les formations dégradées ont de ce fait une importance relative, et cela malgré l'importance des peuplements de roseaux (*bararata*) dans les secteurs de marais, et de palétuviers (mangrove) sur les vasières des estuaires ou du littoral. Les formations secondaires sont ici des savanes, associant un tapis de graminées à un semis d'arbres plus ou moins espacés : parmi ceux-ci, un palmier, le *satrana*, domine dans le bassin de Mahajanga, pour laisser la place au baobab dans la région de Morondava, et plus au sud, près de Morombe, à des épineux qui annoncent déjà les paysages situés au-delà du Capricorne.

Paradoxalement, cette [végétation](#) des régions les plus défavorisées au point de vue de l'humidité est la mieux conservée. Dans tout le Sud, la rareté et l'irrégularité des pluies limitent les défrichements en vue d'une extension des cultures. La prédominance des [plantes](#) grasses (dont beaucoup d'endémiques, comme l'extraordinaire *fantsiholitra*) et surtout l'absence de tapis de graminées ne favorisent pas la pénétration des feux de brousse : de sorte que la forêt claire de l'Ouest a beaucoup plus souffert de l'action directe ou indirecte de populations pourtant moins denses que celles de l'Androy ou du pays Mahafaly.

## Les hommes et leur répartition

Les modalités de la mise en place des populations de l'île font encore l'objet de recherches minutieuses. Aux migrations malayo-polynésiennes qui ont pu s'effectuer au cours des siècles entourant le début de l'ère chrétienne se sont ajoutés des apports africains à travers l'étroit canal de Mozambique, arabes (dont les Antaimoro du Sud-Est reçurent l'écriture) et européens. Mais, pendant une longue période, les groupes d'immigrants transplantés dans un monde vaste et divers ont fini par acquérir des originalités qui les font se distinguer les uns des autres ; ainsi se seraient formés les différents groupes ethniques, longtemps improprement appelés autrefois races ou tribus.

La population, en accroissement rapide, demeure néanmoins très inégalement répartie, l'axe des Hautes Terres et la côte est rassemblant les plus fortes densités tandis que l'Ouest, où les densités inférieures à 5 habitants au kilomètre carré sont fréquentes, reste vide en dehors de quelques secteurs privilégiés.

Ces contrastes dans la [géographie](#) humaine, alliés à la diversité du milieu naturel, contribuent à faire de Madagascar un pays juxtaposant des régions très dissemblables, mais économiquement complémentaires.

— Paul LE BOURDIEC

## Les réalités régionales

Madagascar comptait, en 2011, 20,7 millions d'habitants qui, au-delà des dialectes régionaux, se comprennent dans une langue commune, le malgache, langue officielle avec le français et, depuis avril 2007, l'anglais. Ce trait culturel, ainsi que l'importance du [culte des ancêtres](#) dans la vie quotidienne, la prégnance des paysages rizicoles, ou encore la place prédominante de l'[élevage](#) bovin, sont autant d'éléments caractéristiques de l'unité de l'île. Parler de la diversité des régions malgaches ne signifie donc pas une absence d'unité dans la géographie de la Grande Île ; au contraire, cela permet de décliner la richesse territoriale de ce « creuset afro-asiatique ».

Le découpage régional de Madagascar en quatre unités principales repose sur la conjonction des facteurs écologiques, des formes d'occupation de l'espace et des modes de peuplement. Toutefois, les réalités nationales évoluent et infléchissent ces configurations territoriales.

## Des unités régionales distinctes

La disposition méridienne de l'île, sa situation par rapport aux alizés et aux flux de mousson dans le sud-ouest de l'océan Indien, ainsi que la structure du relief participent à la différenciation de quatre régions que les hommes marquent également de leur empreinte.

### Les Hautes Terres

L'altitude caractérise cette région, dont l'occupation par les hommes relève, avant tout, de facteurs historiques et politiques. À plus de 1 000 mètres d'altitude en moyenne, le pays Imerina, dans les Hautes Terres centrales (25 % de la population), gravitant autour d'Antananarivo, et le pays [betsileo](#) (12 % de la population), autour de Fianarantsoa, sont des noyaux démographiques. L'utilisation rizicole des vallées assure la trame paysagère, alors que le [riz](#) se cultive dans des conditions écologiques difficiles : la température moyenne annuelle atteint à peine 18 °C, avec des moyennes mensuelles inférieures à 14 °C en mai-juillet et des possibilités de gel. Avec Antananarivo comme ville principale, cette région centrale des Hautes Terres présente des disparités liées à l'accessibilité inégale de ses territoires. On peut distinguer deux sous-régions, aux dynamismes différents.

La première est organisée autour de l'axe goudronné de la route nationale 7 qui, se terminant à Toliara, relie les trois plus grandes villes des Hautes Terres : Antananarivo (la communauté urbaine de l'agglomération totaliserait 2 millions d'hab. en 2011), Antsirabe (180 500 hab. en 2005) et Fianarantsoa (162 300 hab.). L'alternance colline-fond de vallée devient singulière vers le sud : le paysage est plus ouvert dans le Vakinankaratra, la région centrée sur Antsirabe, caractérisé par de grands reliefs volcaniques dont la qualité des sols est valorisée par des cultures très diversifiées (cultures fourragères, fruitières, maraîchères, mais aussi [céréales](#) et tubercules). Le relief devient plus accidenté, plus montagneux dans le pays betsileo, ce qui permet la culture rizicole en terrasses, typique de cette zone. Le dynamisme de cette sous-région relève, pour une part, d'une occupation et d'une organisation territoriale précoce (essor du royaume merina au début du

xvi<sup>e</sup> siècle). Il s'appuie, d'autre part, sur l'importance de la route nationale 7 comme axe de circulation des biens, des hommes, des flux entre les grandes villes qui concentrent les rares industries et représentent autant de débouchés des produits. La sous-région bénéficie ainsi des retombées de l'écotourisme alors que ce n'est pas la partie de Madagascar la plus riche sur le plan de la biodiversité : les aires protégées de Ranomafana et de l'Isalo sont les parcs nationaux parmi les plus fréquentés de l'île. Au nord d'Antananarivo, l'occupation du sol et les aménagements du milieu sont moins développés. Ce sont les marges du royaume merina, qui fut à son apogée au xix<sup>e</sup> siècle, et ces traits annoncent le passage vers la seconde sous-région des Hautes Terres, caractérisée par une accessibilité réduite à l'axe de circulation central.

La seconde sous-région, en bordure orientale, correspond au secteur limitrophe du grand escarpement dénommé « falaise » qui domine, vers l'est, les territoires betsimisaraka et tanala, et court du nord de l'Imerina au sud du pays betsileo. Il correspond à un corridor forestier qui fait l'objet, depuis les préoccupations environnementales des années 1990, de projets de conservation intégrée de la nature. À la situation excentrée de cette zone se combine une topographie plus élevée, en position de ligne de partage des eaux, et plus accidentée, qui ne facilite pas les communications. Vers le nord-ouest, les hauts plateaux à plus de 1 400 mètres d'altitude forment une zone d'accès difficile pouvant être isolée en période de pluie. Vers le sud et vers l'ouest, contigu à cet ensemble, le Moyen-Ouest est un espace d'extension du peuplement (Tsiroanomandidy, premier marché à bestiaux de l'île) et d'expansion agricole à partir des régions centrales. Toutefois, l'insécurité (vols de bœufs et banditisme), et la desserte insuffisante constituent des problèmes récurrents limitant le développement de la région. Enfin, au nord de ces Hautes Terres centrales, le pays tsimihety est une autre région dépassant en moyenne 1 000 mètres d'altitude. [Ethnie](#) majoritaire dans le nord de l'île (9 % de la population malgache), les Tsimihety connaissent un fort dynamisme démographique, avec une expansion marquée sur les riches terrains alluviaux (*baiboho*) des dépressions périphériques situées à l'ouest des Hautes Terres.

## L'Ouest

Cultures de décrue et projets de développement orientés sur l'agriculture, l'élevage, l'industrie urbaine et, plus récemment, les ressources du sous-sol, caractérisent l'Ouest. Cette région rassemble des espaces très variés, des axes dynamiques côtoyant des zones de faible activité. Son organisation territoriale souligne l'importance à la fois des infrastructures et de l'[organisation sociale](#).

En venant des Hautes Terres, l'ouverture du paysage sur de vastes espaces aux horizons découverts marque l'entrée dans la région de l'Ouest. La [fertilité des sols](#) liée aux dépôts fluviaux des Hautes Terres explique la richesse des cultures des *baiboho*, arachide, [coton](#), pois du Cap, riz, [tabac](#), etc., et la spécificité de pratiques culturelles locales, comme le *dokodoko* (repiquage du riz en plusieurs temps). Par rapport aux plaines alluviales de l'intérieur, les deltas côtiers sont valorisés par des sociétés d'aménagement, pour des productions visant le marché national ou international (riz, coton, pois du Cap). Ces espaces correspondent à des pôles de dynamisme, attirant de longue date des populations en majorité originaires des campagnes à fortes densités : les Hautes Terres betsileo, mais aussi le sud-est (Manakara, Faranfagana). Depuis les années 1990, le développement de l'[aquaculture](#) (crevettes) insufflé un nouvel élan à la côte mais uniquement autour des lieux de production (Nosi Bé, baie de Mahajanga, delta de la Tsiribihina...). À l'intérieur comme sur la côte, les secteurs dynamiques se raccordent aux villes, dont les deux principales se trouvent au débouché de fleuves, Mahajanga (ou Majunga) (200 000 hab. en 2005) à l'embouchure de la Betsiboka, et Morondava (38 400 hab.) sur le fleuve éponyme. Celles-ci sont les relais d'un cabotage particulièrement actif sur le littoral ouest et, pour Mahajanga, une bonne liaison avec

l'intérieur, ce qui assure une forte complémentarité de leur économie avec les Hautes Terres. En dehors de ces axes d'activités, les espaces de l'ouest apparaissent peu actifs, avec des densités humaines faibles. Ils sont le domaine de l'élevage et se relèvent difficilement de la crise à la fois économique, politique, et sociale des années 1980, qui s'est accompagnée d'une plus grande insécurité dans les campagnes. Du fait de cette dernière, de vastes contrées échappent à l'organisation spatiale en réseaux fondée sur la parenté et l'alliance matrimoniale, caractéristique de la société sakalava, l'ethnie identifiée à ces territoires d'éleveurs et d'agropasteurs. Entre [pêche](#) traditionnelle à la pirogue et bassins modernes d'aquaculture, entre abattis-brûlis des forêts et aménagements hydro-agricoles, l'Ouest voit aussi se préciser les perspectives d'exploitation pétrolière sur les sites de Bemolanga, de Tsimiroro (au sud de Mahajanga) et en offshore. La hausse constante du prix du pétrole sur le marché mondial depuis 2000 permet d'envisager la phase exploratoire. L'entreprise Madagascar Oil commence en 2012-2013 l'exploitation du site de Tsimiroro (huile lourde). L'Ouest continue donc d'être une région où les ressources naturelles suscite des espoirs.

## L'Est

Originale par sa façade orientée aux [vents](#) de l'alizé, riche de cultures dont elle ne maîtrise pourtant pas les débouchés (cacao, [café](#), vanille, litchi, girofle, banane), la région de l'Est souffre de l'absence d'un pôle régional rayonnant à la fois à l'intérieur des terres et sur le littoral.

La façade orientale se caractérise par l'absence d'une saison sèche, d'où l'existence d'une couverture forestière dense et humide dont la physionomie change suivant l'altitude. Certes, vers le nord, la prégnance de la pluie est moins forte car les alizés prennent une trajectoire parallèle à la côte, mais l'unité écologique reste indiscutable. Cette caractéristique s'impose aux côtés de la [culture sur brûlis](#), le *tavy*, fustigée par les pouvoirs publics et les O.N.G., mais enracinée dans le savoir-faire paysan, et qui est à l'origine d'une évolution paysagère vers les formations secondaires de *savoka* constituées de ravenalas (ou « arbre-du-voyageur ») et de bambous. Les cultures commerciales sont fragilisées à la fois par la vieillesse des plants, en particulier pour les caféiers, par les aléas climatiques, notamment les cyclones, et par la concurrence d'autres pays (vanille et girofliers d'Indonésie, litchis d'Afrique du Sud et de La Réunion). La localisation préférentielle de ces cultures, la vanille dans le nord-est, le girofle dans le centre-est, le café dans le sud-est, et la riziculture, qui reste une activité de tous les foyers, différencie les paysages de la région. Le sud-est, axé sur Mananjary-Manakara-Farafangana, se distingue par ses techniques de maîtrise rizicole, par des densités de population élevées (supérieures à 50 hab./km<sup>2</sup>) et par des pratiques culturelles intensives.

Le littoral oriental, balayé par la houle sauf en de très rares endroits où des récifs font barrière, ne présente pas de véritable réseau portuaire. [Toamasina](#) (206 390 hab. en 2005), le premier port de l'île, et Manakara (38 300 hab.), port secondaire, apparaissent plus liés aux villes intérieures telles qu'Antananarivo et Fianarantsoa grâce aux liaisons routières et ferroviaires, qu'à la côte où le cabotage est bien moins important que sur le littoral occidental. Vers le sud, dans la région de Taolagnaro, la construction du port d'Ehoala, la plus grande structure en eau profonde jamais construite dans l'océan Indien, a commencé en juin 2007, dans le cadre d'un grand projet d'exploitation de l'ilménite, minéral (utilisé dans les aciéries, les industries papetières et plastiques, les peintures) pour l'exportation. Vers l'intérieur des terres, il n'y a pas de grandes villes. Moramanga, sur l'axe Toamasina-Antananarivo, aurait pu jouer un rôle de carrefour polarisateur, mais cet ancien nœud ferroviaire subit le recul de la desserte des régions par les [chemins de fer](#) depuis les années 1990.

L'Est apparaît comme une région de l'entre-deux, entre son littoral d'où partent les exportations et où se trouve le premier port de l'île, et son intérieur sans réseau urbain capable d'organiser et de développer la région. L'Est demeure une région à fortes potentialités, qui demandent toutefois à être confirmées. L'écotourisme du parc national de Maroantsetra est significatif : il est l'un des parcs nationaux les moins fréquentés de l'île, alors qu'il possède la plus grande [biodiversité](#).

## Le Sud

Marqué par un climat semi-désertique, le Sud présente un paysage où la riziculture n'occupe pas une place centrale.

Sur le littoral, les terroirs s'installent sur les formations sableuses et sont fermés de haies d'agaves ou de cactus, on y cultive le sorgho, le [manioc](#), des légumineuses. Vers l'intérieur, les cultures utilisent les *baibo* des bordures des grands fleuves, avec un déplacement des parcelles d'année en année pour éviter les derniers recouvrements sableux. Hormis ces niches, la présence agricole reste très lâche, liée à l'élevage extensif d'ovins et de bovins. Elle se combine avec une grande mobilité des deux principales ethnies du Sud, les Antandroy et les Mahafaly, hors de la région (exploitants agricoles dans le Nord, commerce du riz dans l'Ouest et des bovins sur les Hautes Terres). Les migrations, anciennes (liées à des recrutements de main-d'œuvre pendant la colonisation), et particulièrement importantes lors des phases de disette, se font dans les deux sens et n'impliquent pas de rupture avec les régions de départ. Cette relation avec l'extérieur se traduit différemment vers le nord, avec l'extension des surfaces pour la culture du [maïs](#) liée aux débouchés national et international (La Réunion), et avec le développement d'un [tourisme](#), surtout des étrangers, sur la côte.

Excentrée et délaissée, malgré des opérations de développement (programme « Relance du Sud », de 1994 à 1998), la région, longtemps considérée comme le « cimetière des projets », semble connaître d'autres perspectives. La forte volonté affichée par la présidence de Marc Ravalomanana (2002-2009) de développer le Sud s'inscrit dans le cadre du développement régional (mise en place, en 1991, du Commissariat général pour le développement intégré du Sud) et se traduit par des réalisations concrètes : réhabilitation de l'infrastructure urbaine de Toliara (114 400 habitants), goudronnage de la route Antananarivo-Toliara, amélioration de l'espace portuaire tuléarien et implantation de centres de formation sur les ressources halieutiques. D'autres actions sont menées avec un partenariat international (programme Alimentation en eau du Sud en 1990-1993, programme Objectif Sud - Sécurité alimentaire et développement économique pour le Grand Sud en 2002-2008).

Articulée autour des quatre unités interdépendantes au niveau de leurs conditions écologiques, de leurs organisations sociales et de leurs logiques économiques, la division régionale de Madagascar n'est pas figée pour autant. Ce découpage régional évolue en fonction des reconfigurations régionales et nationales (disparition des six provinces au profit des vingt-deux régions en avril 2007) et des dynamiques de la mondialisation.

## Des articulations régionales qui évoluent

Madagascar figure parmi les derniers grands pays ruraux de la planète avec, en 2009, plus de 70 % de sa population qui n'est pas citadine. Cela ne signifie cependant pas que campagnes et villes sont coupées les unes des autres. Bien au contraire, leurs relations sont telles que les possibilités d'accès à la ville sont devenues un critère de poids pour expliquer les dynamiques régionales.

Dans ce contexte, les axes routiers jouent un rôle primordial. Très bien desservie (localisation sur l'axe de la route nationale 7, relation directe



### Madagascar, unités ré...

Encyclopædia Universalis Fr...

avec le port de Toamasina par la route nationale 2), Antananarivo attire les investissements internationaux, grâce à la collaboration du gouvernement Ratsiraka, (de 1975 à 1993), avec la [Banque mondiale](#) et le F.M.I., pour engager le pays sur une voie libérale, après une longue phase d'économie socialiste. Ainsi, la grande majorité des nouvelles zones franches s'installent dans l'agglomération tananarivienne. Un schéma centre-périphérie s'affirme autour du pôle de croissance d'Antananarivo, l'accessibilité du marché de la capitale déterminant très fortement les dynamismes économiques. À la suite de la crise multiforme des années 1980 et de l'incurie de l'État, l'excentricité des marges des Hautes Terres rend encore difficile leur accès et leur contrôle, permettant alors le

développement de productions illégales (extraction minière sans autorisation, production locale de rhum interdit). Les liaisons malaisées ont ainsi paradoxalement contribué au dynamisme des périphéries.

L'autre évolution majeure touche la région occidentale de l'île, avec la croissance d'activités économiques destinées à l'exportation, comme l'aquaculture (production de crevettes). Les processus d'éco-certification ont pour objectif d'améliorer l'élevage et l'impact sur l'environnement de l'activité (destruction de mangrove, forte exposition aux maladies notamment). Par ailleurs, les perspectives d'exploitation des [hydrocarbures](#) singularisent la région de l'Ouest. La coopération norvégienne est acquise, et des compagnies américaines, européennes, asiatiques sont présentes. À cela s'ajoute l'ouverture des routes Tsiroanomandidy-Maintirano et Antananarivo-Antsiranana (à la pointe nord de l'île).

Enfin, sur la côte orientale, des changements importants sont attendus avec le projet d'exploitation de l'ilménite du sud-est, qui permettrait le désenclavement et le développement économique de cette région isolée.

Ainsi, des reconfigurations entre toutes les régions de l'île sont à l'œuvre, renforcement du contraste centre-périphérie, recomposition à partir de nouveaux pôles de dynamisme (littoral ouest, axe de la route nationale 7), infrastructures liées aux ressources du sous-sol, et elles effacent l'opposition construite entre les hauts-plateaux et la côte. Madagascar ne tourne le dos ni à la mer, ni à ses terres intérieures. Cette évolution relève à la fois de facteurs régionaux et nationaux avec les politiques publiques menées (zones franches, décentralisation, lutte contre la pauvreté, enjeu environnemental), et de la participation des acteurs locaux (société civile ou O.N.G.). Elle est également de plus en plus liée à la mondialisation, notamment à travers le réseau de la [francophonie](#), la Commission de l'océan Indien entrée en vigueur en 1984 (comprenant les [Seychelles](#), Madagascar, les [Comores](#), l'[île Maurice](#) et la France), ou encore l'adhésion, en août 2005, de Madagascar à la Communauté de développement de l'[Afrique australe](#) (Southern African Development Community, S.A.D.C.). De cette imbrication des facteurs dépend l'exploitation des ressources, porteuses d'espoirs : le [nickel](#) et les pierres précieuses (rubis, [saphir](#) dans le bassin d'Ilakaka, dans le sud-ouest) qui, avec un contrôle plus strict de l'État, devraient accroître les revenus du pays. Il reste que les politiques à l'œuvre répercutent, sur le sol national, le handicap de la localisation excentrée de l'île par rapport aux grands centres de la mondialisation.

— Chantal BLANC-PAMARD

## Civilisation traditionnelle

Si l'appartenance de Madagascar à l'Afrique est évidente du point de vue géographique, la nature et l'ancienneté des vestiges archéologiques découverts dans l'île et sur le continent diffèrent. Ni les squelettes d'hommes fossiles, ni les outils en pierre taillée de ce que l'on considère comme le « berceau de l'humanité » ne se retrouvent sur la terre malgache. L'archéologie, à Madagascar, a été conçue de telle sorte qu'elle puisse s'adapter à des périodes récentes ; elle doit tenir compte des données des autres sources, en particulier celles des traditions orales, quand elles existent. Elle présente un intérêt majeur pour l'histoire d'un pays où les documents écrits se font rares avant le XIX<sup>e</sup> siècle. Elle possède un domaine privilégié, celui de la vie quotidienne des sociétés du passé. Les vestiges de structures, les restes de nourriture et les débris d'objets, généralement modestes, permettent de faire connaître l'habitat, les activités de subsistance, les techniques, ainsi que les échanges et les migrations.

L'étude systématique et approfondie des preuves concrètes apportées par la fouille et l'analyse en laboratoire contribue à faire avancer les recherches sur les origines des Malgaches. Il s'agit de vérifier les hypothèses multiples et séculaires sur ce sujet. Aussi, on peut envisager que le verdict de cette entreprise de longue haleine démontrera la spécificité d'un peuple et d'une civilisation qui se détachent de l'Afrique et de l'Asie, ou qui seraient un produit typiquement malgache, résultant de deux provenances lointaines. Les apports de l'archéologie ont remis en cause plusieurs acquis de l'historiographie : entre autres, la question de la datation et le degré d'évolution des premiers habitants de l'île. Ils ont en revanche confirmé bon nombre de connaissances et expliqué le sens de certains dictons ou expressions.

## L'ancien habitat malgache

### Les types de villages



#### Madagascar : sites arc...

Encyclopædia Universalis Fr...

Les installations humaines à Madagascar varient suivant les régions et les époques. On distingue un habitat simple et un habitat fortifié. La situation politique a joué un rôle déterminant dans le choix des lieux d'implantation, qui s'est opéré en fonction du relief et des points d'eau. La répartition et la datation des sites laissent apparaître un décalage net entre le peuplement de la périphérie (zones côtières et basses), qui commence entre le V<sup>e</sup> et le X<sup>e</sup> siècle, et l'occupation tardive des hautes terres centrales, vers le XIV<sup>e</sup> ou le XV<sup>e</sup> siècle.

Les campements de pêcheurs marins de Sarodrano (V<sup>e</sup> s.) et de Talaky (XI<sup>e</sup> s.), situés sur des plages de sable ou dans des dunes mobiles du sud-est et du sud-ouest, ont laissé peu de structures. Les « échelles du commerce » musulman, qui fonctionnaient du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, longent les côtes du nord de l'île. Elles sont signalées par des architectures ruinées en pierre, de style arabe, à Antsoheribory, à Mahilaka et à Vohémar. Les sites d'habitat simple se rencontrent fréquemment à l'intérieur, le long des rivières du sud par exemple : c'est le cas d'Andranosoa (XI<sup>e</sup> s.) au bord de la Manambovo, dans l'Androy. Dans les zones sans cours d'eau, comme en pays *mahafale*, ils se localisent près des *sihanaka* ou mares. Toutefois, le repérage des lieux d'occupation humaine s'avère une tâche particulièrement ardue, faute de limites visibles. Les *manda* ou [enceintes](#) de pierres sèches, datant du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, se retrouvent aussi bien en Imerina que dans l'Ibara du Sud.

Les villages à fossés qui occupent la plupart des sommets des hautes terres (Imerina, Betsileo, pays *sihanaka* et *bezanozano*) existent en petit nombre dans l'Anosy, à l'extrême sud-est. Ils ont été, en grande partie, repérés sur les photographies aériennes et décrits par A. Mille. Ce dernier a observé une évolution des *hadivory*, villages entourés de fossés. Les plus anciens sites fortifiés, datant du

XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle, sont peu étendus et entourés d'un fossé simple, étroit et peu profond. Les *hadivory* des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, qui correspondent à une période d'insécurité et d'accroissement démographique, connaissent à la fois une extension et un renforcement des défenses. Les petits fossés circulaires traduisent un éclatement des grandes familles et une progression de la sécurité qui résulte de l'unification politique du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce phénomène s'accompagne d'une descente de l'habitat vers les bas-fonds rizicoles. Les grottes habitées ou utilisées comme lieux d'inhumation sont relativement rares à Madagascar. Elles portent les noms locaux de *zohy* et de *lakato*. On citera les exemples de l'Isandra et du Manambolo, étudiés respectivement par P. Vérin et C. Chippaux.

## Les formes de maisons

Les anciennes habitations malgaches étaient construites presque exclusivement en [matériaux végétaux](#) ; elles étaient de plan quadrangulaire, et n'avaient qu'une seule pièce. Cette unité apparente cache des variantes régionales, imposées par la différence des matériaux disponibles et des climats, d'un point à l'autre de l'île.

Sur le versant oriental, humide toute l'année, on trouve des *trano falafa*, maisons légères montées sur pilotis. Les hautes terres, où il fait frais pendant une partie de l'année, surtout sur les collines, exigent pour les demeures qui sont exposées au vent des alizés des murs épais en bois massif. De plus, afin d'être préservés de l'humidité en saison des pluies, les murs reposent sur des soubassements de pierre. Ce type de construction a été mis au jour dans les fouilles de Fanongoavana (XIV<sup>e</sup> s.) et de Lohavohitra (XVI<sup>e</sup> s.). La terre battue ou *ampetany* n'a remplacé le bois, en Imerina et dans le Betsileo, qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, par suite de la disparition de la forêt qui couvrait autrefois l'ensemble de l'île. Les quelques lambeaux de forêt qui subsistent dans les zones les plus humides témoignent de ce passé sylvestre. Les maisons de taille réduite de l'Ibara, de l'Androy et du Mahafale, confectionnées avec les espèces de bois plus léger que l'on trouve dans le sud, sont dépourvues de soubassements. Les murs reposent directement sur le sol de cette région semi-aride. L'archéologue parvient donc difficilement à localiser les trous de piliers dans le sable. On peut supposer que les pêcheurs des côtes du sud s'abritaient dans des tentes légères en végétaux, qui n'ont malheureusement pas laissé de traces. En revanche, les édifices religieux et certaines habitations des comptoirs musulmans du nord ont été intégralement construits en pierre à partir du XIV<sup>e</sup> siècle.

## L'organisation de l'espace

Le site de Fanongoavana, qui a fait l'objet d'une fouille exhaustive, a donné un exemple de la répartition des activités, à l'intérieur d'un ancien habitat malgache. Édifié sur une colline, il est entouré d'un petit fossé simple, dont une interruption crée un accès au village. L'entrée porte le nom de *vavahady* (littéralement « bouche du fossé »). Les maisons rectangulaires, rassemblées au nord-ouest de la plate-forme sommitale, à l'abri du vent soufflant du sud-est, sont alignées, orientées du nord au sud. Cette disposition justifie l'expression *trano atsimo sy avaratra* (littéralement « maisons du nord au sud ») qui désigne deux habitations voisines. Elle évite qu'une maison n'en cache une autre et n'empêche les rayons du soleil d'y pénétrer l'après-midi, car les ouvertures sont toutes tournées vers l'ouest. On parle de *miakandrefam-baravarana* (« ceux qui ont les portes et fenêtres à l'ouest »), lors de la présentation de condoléances, pour évoquer le sort commun des hommes.

La demeure principale, probablement celle du chef, est située au nord, sur une petite élévation. Elle se distingue des autres par une architecture soignée : des dalles de granit, taillées très régulièrement et dont certaines servent d'éléments de soutènement, en composent le soubassement. Ce sont d'ailleurs les seules marques, avec le seuil de la porte et les pierres de foyer (ou *toko*), qui restent de l'habitation, les murs et le toit faits de matériaux périssables ayant disparu.

De simples alignements de pierres sèches constituent les soubassements des autres maisons en bois. Une pierre ronde qui servait de seuil révèle l'emplacement de la porte au sud-ouest. La superficie des maisons varie entre 20 et 30 mètres carrés. Chacune d'entre elles comporte un foyer aménagé à l'intérieur et délimité par des pierres plates plantées dans le sol, formant une structure carrée. Le foyer, lieu de cuisson des repas, source de lumière et de chauffage, est aussi un lieu de rencontre au moment des repas pour les membres de la famille.

Le respect des règles traditionnelles de construction dépend de la configuration de chaque site. L'organisation de l'espace subit parfois des modifications inévitables. En outre, la prédominance du nord, comme orientation privilégiée, ne peut pas être généralisée ; le sud est plus souvent retenu dans certaines régions méridionales.

## Les activités de subsistance

### La riziculture inondée

Ce type de culture serait, d'après la [tradition](#), une innovation introduite tardivement par les princes néo-indonésiens, vers le <sup>xvi</sup><sup>e</sup> ou le <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle. Selon les premières observations archéobotaniques, effectuées par W. Wetterstrom, sur les grains agglutinés de riz brûlé issus des fouilles de Fanongoavana, la riziculture inondée se pratiquait dès le <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle. La présence de graines d'ivraie, ou *voantsimparifary* (de la famille des graminées *Echinochloa*), dans le [paddy](#) est l'indice d'une récolte par touffe, consistant à couper ensemble les tiges de riz et les mauvaises herbes qui poussent dans les rizières inondées. Ce mélange ne risque pas de se produire dans le cas de culture sèche où la collecte se fait par tige, ce qui évite le ramassage des plantes sauvages.

Dans les échantillons prélevés à Fanongoavana et à Lohavohitra sont apparues plusieurs variétés, et peut-être même plusieurs espèces de riz. On distingue clairement le riz rond et le riz long. Le premier serait peut-être à l'origine du riz rouge, une espèce très répandue à Madagascar. Cuit avec beaucoup d'eau, il donne un jus velouté et légèrement sucré : c'est le mode de préparation du *vary soso* (du « bon riz »). Le riz long pourrait, en revanche, être assimilé à du riz blanc, dit « riz de luxe », qui ne colle pas et qui convient à la cuisson courante, avec une quantité d'eau modérée. La préparation du *ranovola* (littéralement « eau dorée »), à partir d'un fond de riz cuit qu'on fait légèrement brûler dans la marmite pour en faire un bouillon, est attestée par des traces sur des fragments de poteries.

### Élevage et consommation de viande

Les traditions orales *merina* font remonter la [domestication](#) et la consommation du zébu au règne de Ralambo, au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle. La présence de ce bétail est pourtant attestée dans la plupart des sites archéologiques malgaches, dont une partie est antérieure au <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle. En Imerina, *bos indicus* est bien représenté à Fanongoavana et à Ambohipanombo, qui datent du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle. Certains villages de grande étendue auraient même joué le rôle de centre d'élevage, si l'on en juge par la capacité d'accueil des enclos destinés à cet usage. C'est le cas d'Analamanitra (<sup>xvi</sup><sup>e</sup> s.). L'élevage du zébu était probablement connu à travers l'île dès le début du peuplement. Les moutons et les chèvres sont moins répandus que les bœufs.

Les ossements recueillis dans les fouilles portent d'ordinaire des traces de débitage. Il s'agit généralement de cassures nettes des os canons, par exemple, qui sont le résultat de la fragmentation de l'animal pour la boucherie. On observe aussi des entailles superficielles provenant du découpage de la viande. La faible usure des dents de boviné et de capridé signale la jeunesse des bêtes lors de l'abattage. L'importante quantité des os récoltés dans les dépotoirs permet d'affirmer que les anciens Malgaches étaient de gros consommateurs de viande. On mangeait

toutes les parties du corps de l'animal. Suivant une pratique traditionnelle, encore en vigueur aujourd'hui, les os spongieux étaient mâchés pour en tirer la moelle. On peut noter une baisse de la consommation de viande, si l'on compare la nourriture carnée d'autrefois et le régime alimentaire pratiqué aujourd'hui dans les campagnes, régime essentiellement à base de tubercules, d'herbes et de riz.

Les foyers domestiques existent dans tous les anciens villages, témoignant des activités culinaires. Ils sont parfois bien structurés, ils peuvent se présenter aussi sous forme d'épanchements de cendres et de charbon de bois. Après l'examen des os, on est en mesure d'avancer que la cuisson à l'eau, que l'on considérait comme un mode de cuisine soigné, aurait été préférée à la grillade.

## La chasse et la pêche

D'après les restes alimentaires conservés, on a constaté que la [chasse](#) était marginale, alors qu'une vision simpliste accordait une grande place aux activités de [prédation](#), dans la première période de l'histoire de Madagascar. On pourrait, certes, mettre la rareté des os des petits gibiers sur le compte de la putréfaction dans les sols anthropiques souvent acides. Ils n'ont pourtant laissé aucune trace. La chasse demeure donc une activité secondaire à côté de l'élevage, qui fournissait l'essentiel de la viande consommée. Andranosoa (XI<sup>e</sup> s.) est le seul site qui renfermait une quantité abondante de menu gibier, notamment des variétés d'insectivores appartenant à la famille des Centétidés, telles que les *trandraka* (*Centetes ecaudatus*), espèce de grande taille, les *sokina* (*Ericulus telfairoi*) et les *ambiko* (*Hemicentetes semispinosus*). On parle souvent, dans les traditions, de la chasse aux potamochères (qui a donné une expression courante *haza lambo*) qui font des ravages dans les champs cultivés. Leur viande était consommée, comme le prouvent les découvertes de Rafolo qui a pu isoler des défenses et des canines de potamochère, en procédant à l'étude archéozoologique des ossements animaux d'Analamanitra et d'Erimoho.

Les habitants des sites côtiers se nourrissaient de poissons et de [fruits](#) de mer. Ils se livraient à la pêche sur la côte, ou bien ils partaient en boutre ou en pirogue pour la pêche en haute mer, comme le font encore les Vezo (pêcheurs de la côte sud-ouest). C'était, sans aucun doute, l'activité principale des occupants de Sarodrano et de Talaky, villages dans lesquels on a trouvé non seulement des amas d'arêtes de poisson, de coquillages, d'huîtres, de moules, de crustacés, mais aussi des instruments de pêche (harpons et hameçons en fer, pesons de filet). Les populations de l'intérieur de l'île pratiquaient la pêche de gros poissons d'eau douce. C'est le cas des habitants de Vohitradiana (XVII<sup>e</sup> s.) et d'Andranosoa qui trouvaient probablement leurs ressources, respectivement, du lac volcanique de l'Alaotra et de la rivière Manambovo. L'espèce identifiée dans le premier site porte le nom local de *besisika* ou *Megalops cyprinoides*.

## Les techniques traditionnelles

### La métallurgie du fer

Il n'y a pas d'industrie lithique à Madagascar, car les premiers migrants ont débarqué dans l'île à une époque où l'on connaissait déjà le travail du fer. Les deux objets en pierre d'« apparence néolithique » qui ont été découverts dans le centre et le sud-ouest du pays, respectivement par Maurice Bloch et Marimari Kellum-Ottino, et qui ont été assimilés à des herminettes polies, n'ont qu'une signification très limitée car ils sont isolés de leurs contextes. Aucun gisement préhistorique n'a été mis au jour jusqu'à présent.

Bien que certaines traditions veulent attribuer une origine récente à la [métallurgie](#) du fer, on dispose de plus en plus de preuves archéologiques de l'ancienneté de cette technique dans l'île. On a longtemps admis que le roi Andriamanelo en fut l'inventeur au XVI<sup>e</sup> siècle ; il serait aussi d'ailleurs le

fondateur du royaume *hova* (nom donné aux habitants du Centre). Grâce à son « fer volant » (sagaie en fer), il aurait vaincu les populations *vazimba* qui ne possédaient que des « sagaies en roseau à pointe d'argile ». Des instruments en fer proviennent de la fouille de sites antérieurs au x<sup>e</sup> siècle sur les côtes et antérieurs au xv<sup>e</sup> siècle sur les hautes terres. On a également mis au jour des ateliers de métallurgie. L'abondance d'amas de scories de fer témoigne d'une activité métallurgique intense, pratiquée probablement très tôt dans le sud de l'île. Cependant ces vestiges, aussi nombreux soient-ils, apportent peu de renseignements. Le fer était fabriqué suivant des procédés ingénieux, à partir de minerai à l'état pulvérulent appelé localement *vovo-by*, et de roches ferrugineuses ou magnétites (*vatovy*), que l'on trouve fréquemment sur les hautes terres et dans le sud. La transformation se faisait dans un petit fourneau de terre, alimenté par du charbon de bois.

La métallurgie du fer, comme la riziculture inondée ou l'élevage du zébu, loin d'être une innovation tardive du xvi<sup>e</sup> ou du xvii<sup>e</sup> siècle, est apparue dans l'île en même [temps](#) que les premiers habitants, ainsi que le démontrent les preuves archéologiques.

## La poterie

La quasi-totalité des sites archéologiques malgaches recèle de la [poterie](#). Certains sites du sud ne renferment que de rarissimes objets en terre cuite, sous forme de tessons. Les calebasses ou *vatavo* auraient, dans la plupart des cas, remplacé les récipients en [céramique](#). La qualité de l'ancienne poterie malgache varie en fonction de ses usages. Les matières premières utilisées étaient minutieusement sélectionnées. Les potiers se procuraient soit les argiles claires des alluvions, soit les kaolinites résultant de l'altération directe du granit. Ces deux variétés permettent d'obtenir une poterie de meilleure qualité par rapport aux argiles altéritiques ordinaires. Le graphite était aussi largement employé dans les régions centrales où il existe en abondance. Mélangé à l'argile, il améliore la qualité de la pâte-céramique, et donne des poteries plus résistantes et moins poreuses.

Les poteries ont toutes été façonnées à la main. Et, cependant, les pièces de vaisselle sont généralement d'une finesse et d'une régularité remarquables. L'argile a dû subir un traitement préalable de lavage, pour éliminer les grosses inclusions minérales, les grains de quartz par exemple. Toutes les céramiques ont été cuites sans four. On en connaissait pourtant la technique, puisque les métallurgistes l'employaient. Mais la cuisson en plein air, à une température de 600 à 800 °C, devait sembler suffisante pour obtenir des ustensiles de bonne qualité.

Une vaisselle graphitée en forme de coupe, connue sous le nom de *loviamanga* et répandue sur l'ensemble des hautes terres, a fait l'objet d'une cuisson spéciale : à température modérée (de l'ordre de 500 °C) avec réduction d'air, surtout pendant le refroidissement, cela afin de préserver le graphite (carbone) qui risque de disparaître en brûlant sous l'effet de l'oxygène. On plaçait le *loviamanga* dans un trou aménagé et adapté à sa taille, puis on entretenait le feu jusqu'à la température voulue, avant de boucher l'ouverture. Les *loviamanga* (ou assiettes graphitées à pied) étaient conçus pour faciliter la prise des repas selon les coutumes : on mangeait en effet par terre, sur une natte. Cette vaisselle, parfois de grande taille, peut contenir une quantité de nourriture suffisante pour deux ou trois personnes, regroupées autour d'elle. Cela se pratique encore couramment dans les milieux ruraux ou traditionnels malgaches. Le graphite, grâce à ses propriétés antiadhérentes, facilite le nettoyage de la vaisselle.

Parmi les récipients à usage domestique, on trouve aussi différentes formes de cruches pour transporter l'eau (les *siny* et les *sajoa*), de grandes jarres pour conserver l'eau à la maison (les *sinibe*), et des marmites (*vilanitany*), tantôt à fond plat, tantôt à fond arrondi. D'autres objets en terre cuite étaient destinés à des rites religieux, c'est le cas des brûle-parfum en forme de coupe ou

*fanemboa*. Ces poteries possèdent des qualités qui méritent d'être évoquées, d'autant plus qu'elles sont en voie de disparition, la technique actuelle étant en nette régression. Les cruches malgaches antérieures au XVIII<sup>e</sup> siècle présentent une légèreté et une solidité étonnantes. Cela est dû à la minceur des parois, qui ne dépassent guère 3 à 4 millimètres d'épaisseur, d'une part, à l'homogénéité et à la bonne cuisson de la pâte argileuse, d'autre part. Les *sinibe*, quant à eux, sont volontairement dotés d'une paroi poreuse, permettant à l'eau de s'y infiltrer et de rafraîchir par évaporation le contenu du récipient, principe comparable à celui des gargoulettes. Les *vilanitany*, enfin, ont fait preuve d'une grande résistance, au cours de leurs usages répétés sur le feu : on y faisait habituellement griller certains aliments comme le riz.

Les céramiques malgaches portent des décors exclusivement géométriques. Les motifs d'impressions triangulaires, réalisés au moyen d'une tige de *zozoro* (une plante aquatique de la famille des Cypéracées), sont les plus répandus. Les incisions de lignes parallèles qui s'apparentent à des décors obtenus à l'aide d'un peigne se rencontrent assez fréquemment, tandis que les décors en relief sont plutôt rares.

Les fouilles de Fanongoavana ont mis au jour deux ateliers de potiers qui contenaient des restes de matières premières (argile et graphite), des foyers et des ratés de cuisson. Tout portait à croire que la vaisselle et les ustensiles en terre cuite que les habitants du site avaient utilisés puis abandonnés étaient fabriqués sur place. En tout cas, des céramiques étaient certainement produites localement. Or les analyses chimiques qu'on a effectuées sur une soixantaine d'échantillons de poteries récoltés à Fanongoavana ont révélé la variété de provenance des argiles employées. Certains groupes de céramiques, de par leur composition, présentent des caractères étrangers au site et à ses environs, d'où on aurait normalement extrait les matières premières. Cette variation des constituants chimiques suggère l'existence d'une structure d'échanges avec d'autres villages, voire d'autres régions. Ou bien ce seraient les populations venues s'installer sur ce site qui auraient amené ces objets de leur ancien lieu d'implantation. Ce qui permettrait de retracer des itinéraires de migration dans le peuplement des régions centrales de Madagascar.

Malgré des contacts suivis entre les habitants des mêmes régions, et probablement entre ceux de différentes régions, dont témoigne la circulation des techniques (cela est frappant dans la ressemblance des formes de poteries et des motifs de décoration), on constate, sur les hautes terres centrales, un développement, en vase clos, d'une civilisation fortement imprégnée des ressources locales et présentant des caractères originaux. Les habitants de nombreux villages fabriquaient eux-même les outils en fer et les ustensiles en poterie dont ils avaient besoin. Ils possédaient leurs propres ateliers et adaptaient leur savoir-faire aux matières premières existantes. Des études ethnoarchéologiques ont permis, par ailleurs, de dégager une continuité culturelle malgache qui s'étend sur plusieurs siècles, voire sur un millénaire. L'archéologue est bien souvent surpris par les survivances actuelles de pratiques et de techniques anciennes qu'il a rencontrées dans ses fouilles. L'extraction du granit par choc thermique, que l'on continue à utiliser de nos jours, existait déjà il y a six cents ans.

## Les échanges avec l'extérieur

### L'influence arabo-musulmane

L'île de Madagascar n'est pas aussi isolée qu'on l'a pensé. Elle était régulièrement fréquentée, après l'installation des premiers navigateurs qui ont peuplé l'île, ne serait-ce que pour des raisons commerciales. L'influence étrangère s'est surtout fait sentir sur les côtes et, en particulier, dans le nord. L'arrière-pays, surtout le centre, est resté à l'écart de ces contacts.

Des groupes islamisés, tels que les Antalaotse et les Rasikajy, ont installé, à partir du xiv<sup>e</sup> siècle, des comptoirs de commerce. Ceux-ci ont favorisé l'importation de vaisselle en « céramique islamique », pour reprendre les termes de Pierre Vérin, de récipients en *sgraffiato* et en faux céladon (imitation musulmane de céramique chinoise). La présence de ces objets suppose des relations avec les pays du [golfe Persique](#). Ces peuples islamisés ont introduit dans l'île une architecture en pierre de style arabe, dont témoignent les mosquées et les habitations en ruines de Mahilaka et Antsoheribory. La fabrication des marmites tripodes taillées dans du chloritoschiste date de la même époque.

## Les échanges avec l'Extrême-Orient

Les marchandises chinoises ont eu une plus large diffusion dans l'île. Elles sont présentes dans beaucoup de régions. Il s'agit de vaisselle de luxe : bols, assiettes et plats en céladon, de couleur vert pâle. Des échantillons proviennent du site d'Antsoheribory et de la nécropole de Vohémar. La fouille des tombes *rasikajy* de Vohémar a aussi fourni des soucoupes, des théières et des pots, ainsi que de la [porcelaine](#) chinoise « bleu et blanc » datant du xv<sup>e</sup> siècle. Le céladon a aussi atteint de nombreux sites de l'Androy, dans l'extrême sud.

Si la Chine parvenait à acheminer ses produits céramiques jusqu'à Madagascar, à l'autre bout de l'océan Indien, l'Asie méridionale, en l'occurrence le sous-continent indien, ne devait pas être à l'écart de ces transactions sur de longues distances. Parmi les objets de parure trouvés dans les tombes de Vohémar, des perles en cornaline rouge proviennent de l'Inde.

## Les contacts avec le monde européen

De nombreux objets découverts dans les sites du nord de Madagascar ont été importés d'Europe. Citons, par exemple, une [faïence](#) portant des motifs à fleurs, découverte à Vohémar, et différentes céramiques de luxe. Une série de perles en cornaline, en quartz, en verre et en corail a été fabriquée aux [Pays-Bas](#), vers le xvii<sup>e</sup> siècle, comme le démontrent les investigations de Suzanne Raharijaona concernant les provenances des perles de Vohémar. Des [bijoux](#) en métaux précieux, bracelets en argent et bagues en or, ainsi que des sabres en fer seraient également venus d'Europe.

Si l'on considère les origines, parfois très lointaines (Europe, Extrême-Orient), de certains objets archéologiques, l'isolement de Madagascar dans le passé est un concept qu'il convient de nuancer. La navigation à travers l'océan Indien est très ancienne, si l'on considère la fréquentation des côtes de l'Asie méridionale, du golfe Persique et de l'Afrique de l'Est par des populations du Sud-Est asiatique. Les routes maritimes, partant de l'Extrême-Orient vers le sud-ouest de l'océan Indien, devaient certainement aboutir dans la région de l'Afrique orientale et de Madagascar.

— *David RASAMUEL*

## Histoire

---

Si le problème des origines n'est pas complètement éclairci, la connaissance de l'histoire moderne – celle du royaume malgache et de la [colonisation](#) française – s'est considérablement enrichie depuis les années 1960 par un renouvellement des sources et de la méthode historique : dépouillement d'archives publiques et privées ; étude critique de la [tradition orale](#) et des manuscrits, ainsi que du vocabulaire en usage dans l'administration coloniale (par exemple l'emploi du mot *hova* comme synonyme de *merina* !) ; éclairages nouveaux et souvent décisifs apportés à l'histoire événementielle, politique et militaire, par l'analyse des faits économiques et sociaux ; remise à plat de certains événements ou situations considérés auparavant comme bien établis.

Du coup, l'image un peu figée et (trop) « terre française » de la Grande Île donnée par les manuels d'histoire classiques, c'est-à-dire jusqu'aux alentours des années 1960, fait place à un « portrait » plus complexe et plus tourmenté. Cette analyse est sans aucun doute plus proche de la vérité historique, qu'il s'agisse des rapports de rivalité-domination entre les Merina et les autres ethnies, ou des relations collaboration-conflit entre les Malgaches et le colonisateur français.

À cet égard, la « rébellion » de 1947 illustre et clôt à la fois une période historique pour Madagascar.

## Le problème des origines

La question de l'origine du peuplement de Madagascar a donné lieu pendant longtemps à des débats passionnés parce qu'elle renvoyait directement à la question de la [légitimité](#) du pouvoir du « premier occupant ». Vu sous cet angle, le problème est aujourd'hui dépassé, mais l'intérêt scientifique de la question demeure. À la différence d'autres [îles](#) du sud-ouest de l'océan Indien (les Mascareignes) dont on connaît l'origine et la date du premier peuplement, Madagascar retient toujours son mystère : quand apparurent et qui furent les premiers habitants – ou premiers arrivants (envahisseurs ?) – que l'on appelle, faute de nom plus précis, les Proto-Malgaches ? La réponse n'est pas simple.

Il est vrai que la Grande Île, excentrée par rapport au reste du monde, lointaine et « unique » en son genre, a jusqu'à l'époque contemporaine suscité les affabulations, légendes et mythes : mythe littéraire d'une Lémurie paradisiaque ; mythe des Vazimba, un mot qui selon le discours renvoie tantôt au monde des esprits tantôt à ces Proto-Malgaches [mal](#) identifiés (alors que ce mot « mythique » pourrait bien n'être que le résultat d'une distorsion progressive de vocabulaire) ; mythe encore, et toujours répandu aujourd'hui, que celui des Mikea qui seraient une race particulière de Pygmées, voire de nains vivant totalement repliés, et à la limite permanente de la survie, dans la forêt d'épineux (notamment dans le Sud-Ouest, en pays masikoro) ; cette population avec laquelle il est en effet très difficile d'entrer en contact reste mal connue (quelques centaines de familles ?). Mais il s'agit pour l'essentiel de Malgaches dont les parents ont fui la civilisation à l'époque coloniale pour éviter l'impôt et d'autres contraintes et qui, faisant souche, ont fini par s'acculturer ( ?) à leur façon au point d'ignorer complètement le monde extérieur alors qu'à vol d'oiseau ils sont à quelques encablures de la modernité. Mythe encore que celui de l'[Eldorado](#), de la Normandie australe, répandu au début de la colonisation.

S'il n'est déjà pas facile d'appréhender toutes les données du peuplement contemporain – à commencer par le nombre exact de la population –, on conçoit la difficulté en ce qui concerne les origines. Toutefois, les apports récents de l'archéologie (à supposer que les datations au [carbone 14](#) soient fiables eu égard à la durée de la période envisagée) ainsi que de l'[anthropologie](#), de l'ethnographie et de la socio-linguistique (en particulier les travaux de [Paul Ottino](#)) permettent de mieux cerner aujourd'hui les origines du peuplement de Madagascar. Encore qu'il y ait place à l'imagination et, bien sûr, à d'autres découvertes.

## Traits indonésiens, apports africains

La diversité anthropologique des Malgaches est évidente. Certains types évoquent l'Indonésie, d'autres l'Afrique ; les types mixtes sont les plus fréquents, conséquence de métissages multiples, anciens ou plus récents, entre originaires d'Asie et d'Afrique, eux-mêmes nuancés par d'autres apports asiatiques et européens. Une diversité qui éclate sur un fond incontestable d'unité et qui fait toute l'originalité de la [personne](#) et de la personnalité malgaches. Le poète [Jacques Rabemananjara](#) la résume ainsi (*Présence de Madagascar*, 1957) : « Visiteurs malais, asiatiques, africains, européens y ont déposé ensemble ou tour à tour leurs marques et leurs types. De leur brassage

séculaire s'est formé un peuple intermédiaire guère facile à déterminer et pourtant typiquement reconnaissable : le Malgache contemporain. » Pour le président Tsiranana, les Malgaches étaient « les seuls véritables Afro-Asiatiques ». Plus sommairement, la distinction traditionnelle entre Merina et Côtiers renvoie aux origines lointaines : Indonésie (ou plutôt Austronésie selon la formule à la mode) pour les premiers et Afrique pour les autres. Il faudra nuancer.

La langue, elle, est d'origine indonésienne (on disait naguère malayo-polynésienne). Cela confère à Madagascar un fond d'unité linguistique très réel malgré les variations dialectales et les apports de vocabulaire africain (bantou) et de termes arabes qui ont progressivement enrichi cette langue dont la transcription écrite ne sera effectuée qu'au XIX<sup>e</sup> siècle.

La technologie et les coutumes anciennes, malgré des apports africains, semblent apparentées surtout au monde austronésien : culture, vitale et célébrée, du riz qui a engendré une véritable « civilisation du riz », et usage généralisé de l'*angady*, bêche à long manche, au lieu de la [houe](#) africaine ; maisons quadrangulaires à toit pointu et, à l'est, cases sur pilotis ; fourreau de fibres pour le vêtement ; sagaie (sans arc) ; système de parentés partiellement indifférenciées et hiérarchies sociales ; culte des ancêtres (tombeaux et, sur les plateaux, cérémonie du *famahadina* ou retournement des morts), etc. En revanche, la tige (*lamba*) paraît être d'origine africaine ainsi que – si l'on se réfère au vocabulaire – certains animaux domestiques et certaines pratiques d'élevage, en particulier celui du zébu (*omby*), quasi-objet de culte dans le Sud et l'Est où le troupeau est signe de prestige plus que source de profit. D'un point de vue économique, ce système d'« élevage contemplatif » a souvent été critiqué. Les instruments de musique et les types de danse témoignent de ces apports divers et entremêlés. L'art de la divination, en particulier par des grains (*sikidy*), est d'origine arabe ainsi que les divisions du temps dans un calendrier fondé sur l'astrologie.

Quels que soient les [progrès](#) effectués dans la connaissance des origines, l'étude précise de nombreux traits ethnographiques reste à faire. Sur bien des points, on s'en tient à des approximations. Mais la thèse d'une « origine africaine des Malgaches » avancée au XIX<sup>e</sup> siècle par le grand malgachisant Gabriel Ferrand est depuis longtemps abandonnée. Son contemporain et rival Alfred Grandidier imaginait au contraire le peuplement par des Indonésiens mêlés de Mélanésiens, les apports africains ne lui paraissant que très secondaires et tardifs, et dus surtout à la traite des esclaves. Des hypothèses plus ou moins voisines ont été développées par d'autres auteurs non français, tels Birkeli et R. Kent (*Early Kingdoms of Madagascar*).

## Les Proto-Malgaches : l'arrivée des navigateurs de haute mer

À moins d'imaginer l'existence et la survivance d'aborigènes africains au moment de la cassure qui sépara Madagascar du continent, la Grande Île, déserte et donc *terra nullius*, n'a pu être au départ peuplée que par des immigrants venus, c'est une évidence, de la mer. Mais des immigrants capables d'affronter avec succès les dangers de la haute mer. Les Africains n'étant pas considérés comme des marins de ce type et l'hypothèse de la venue de Mélanésiens étant aujourd'hui généralement écartée, ce sont des Indonésiens (Austronésiens) qui auraient donc été les premiers arrivants. On a avancé l'idée de navigateurs en pirogues à balancier venus par le sud de l'Asie et de la côte d'Afrique où un premier mélange se serait produit avant d'aborder Madagascar. On a également supposé une arrivée plus tardive d'Indonésiens disposant de plus grands bateaux et qui auraient d'abord lancé des expéditions de pillage, voire de colonisation, sur la côte africaine avant de toucher la Grande Île. La référence aux indications données par les chroniqueurs arabes du Moyen Âge n'est pas décisive, puisque les île Waq-Waq dont ils parlent peuvent désigner selon les spécialistes aussi bien Madagascar que le Mozambique... ou le Japon.

À quelle date alors fixer ces « premiers » débarquements ? On a supposé fort logiquement, en l'absence de toute trace d'hindouisme dans la culture traditionnelle malgache, qu'ils étaient antérieurs à l'hindouisation de l'Indonésie, c'est-à-dire au III<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ. Mais seules les îles de Bali, [Java](#) et [Sumatra](#) ont subi l'impact de l'hindouisme. Si donc les Proto-Malgaches sont originaires des îles non hindouisées de l'Indonésie ainsi qu'on l'a prétendu – îles Célèbes (Sulawesi), Bornéo (Kalimantan), îles de la Sonde –, leur départ de l'Austronésie pourrait être beaucoup plus récent, soit aux alentours du X<sup>e</sup> siècle de notre ère. On avance aujourd'hui que ces premières circumnavigations indonésiennes, liées déjà au commerce des épices, auraient pu commencer dès le VIII<sup>e</sup> ou le IX<sup>e</sup> siècle, de toute façon plusieurs siècles avant les débuts de la colonisation européenne.

L'invasion primitive a été suivie d'autres arrivées et de nombreux voyages de navigateurs venus de l'Orient, comme l'attestent certains chroniqueurs arabes, notamment Edrissi (XII<sup>e</sup> s.). Il est vraisemblable que ces voyages ont amené les Merina (prononcer « Merne ») qui, à partir de la côte est ou sud-est de l'île, gagneront progressivement les Hautes Terres où ils se fixeront.

D'autres groupes immigrés d'origine indonésienne ou africaine qui étaient, eux, islamisés ont aussi abordé la côte est. Ce sont les Rasikajy, les Zafy-Raminia et les Antemoro (prononcer Antémour). Les Rasikajy, établis dans le Nord-Est autour d'Iharana (Vohémar), ont laissé des tombeaux et de curieuses marmites à trois pieds, taillées dans une pierre tendre. Plus au sud, les Zafy-Raminia ont donné naissance à deux « tribus » actuelles, les Antambahoaka autour de Mananjary et les Antanosy vers Fort-Dauphin. Arrivés un peu plus tard, les Antemoro s'installèrent sur la rivière Matitana. Tous ces groupes plus ou moins islamisés, dont les descendants donnent aujourd'hui une certaine spécificité culturelle et politique à la région sud-est de Madagascar, possédaient ou possèdent encore des manuscrits anciens, les *Sorabe*, écrits en langue malgache mais utilisant les caractères arabes et relatant des traditions, des légendes et des formules magiques. Pour le reste, ni par les coutumes ni par la langue, ces arabisés, d'ailleurs peu nombreux par rapport à l'ensemble des ethnies, ne se différencient notablement des autres Malgaches.

Proto-Malgaches anciens ou arrivés plus récemment ont d'abord habité la côte, vivant de pêche et de tubercules (ignames, taro). Certains, par suite de croissance démographique, de querelles familiales ou d'habitudes nomades, se déplacèrent vers l'intérieur. La culture sur brûlis (le *tavy*, semblable au *ladang* indonésien) et le renouvellement par le feu des pâturages pour les bovidés amenèrent la disparition quasi complète de la forêt primaire des plateaux, plus sèche et moins vigoureuse que celle de la côte est. La rizière inondée, technique amenée de l'Indonésie ou de l'Inde du Sud, occupa peu à peu les fonds de vallée, puis les marais et les flancs des montagnes.

C'est ainsi du moins que l'on peut se représenter, faute de documents, le peuplement de l'île. Il fut longtemps très lacunaire : un archipel de petits groupes humains dispersés entre d'immenses régions vides. Des fouilles archéologiques récentes apportent une meilleure connaissance de la culture matérielle de ces Proto-Malgaches et de leur genre de vie (consommation de bovidés, usage du fer et petite métallurgie, poterie graphitée, etc.).

## Les étrangers : marchands, négriers et pirates

Venus de l'Afrique voisine puis de l'Europe, ces nouveaux arrivants apparaissent effectivement comme des étrangers (race, langue, coutumes, objectifs) par rapport aux immigrants de première souche, les Proto-Malgaches (ou Vazimba ?). Des brassages vont s'opérer, mais aussi des échanges et des affrontements.

De la côte est d'Afrique et des Comores viennent, peut-être dès le XII<sup>e</sup> siècle, les Antalaotra (« gens de la mer »), commerçants islamisés parlant un dialecte [swahili](#), bantou mélangé d'arabe. Ils créent sur la côte nord-ouest des établissements dont il reste quelques ruines imposantes de style arabe. Grâce aux boutres – navires massifs à mât incliné et [voile latine](#) –, ils naviguent entre la Grande Île, les Comores et le Mozambique, effectuant longtemps l'essentiel des échanges, y compris, à l'occasion, la traite entre les Malgaches devenus sédentaires et le monde extérieur.

Dès le XVI<sup>e</sup> siècle, les tentatives de colonisation européenne, infructueuses jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, ouvrent une nouvelle page dans l'histoire malgache. Ces tentatives de conquête et d'implantation se limitent à la côte, l'intérieur de la Grande Île demeurant largement inconnu des Européens jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle.

Les Portugais, qui baptiseront l'île [Saint-Laurent](#) l'île découverte par eux en premier au début du XVI<sup>e</sup> siècle, ne laisseront guère de trace. Ils s'efforcent vainement de ravir le monopole commercial des Antalaotra tandis que leurs missionnaires échouent dans leur entreprise d'évangélisation sur les côtes ouest et sud-est. Ils renoncent à toute installation durable dès le début du XVII<sup>e</sup> siècle. On leur doit toutefois une description assez précise des comptoirs établis par eux dans la partie nord-ouest de Madagascar. Les Hollandais, vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, envisagent de créer dans la vaste baie d'Antongil, sur la côte est, une escale sur la route de l'île Maurice et de l'Indonésie. Ils y renoncent finalement, chassés probablement par l'insalubrité du site. Mais leur passage laisse au moins une trace culturelle intéressante, la rédaction par Frederik de Houtman du premier [dictionnaire](#) malgache-malais. Les Anglais tentent eux aussi, au XVII<sup>e</sup> siècle, d'installer des colonies sur la côte sud-ouest, la plus sèche et la plus salubre ; mais ils échouent ou sont massacrés.

Ce sont en définitive les établissements français qui se révèlent les plus durables au XVII<sup>e</sup> siècle après une tentative avortée d'installation dans la baie de Saint-Augustin (côte sud-ouest) en 1602. Durant trente ans (1642-1672), l'occupation effective de Sainte-Luce et de Fort-Dauphin dans l'extrême sud malgache autorisera le roi Louis XIV à proclamer la souveraineté française sur l'île entière appelée à cette date « île Dauphine ». Souveraineté toute théorique, certes, mais dont la revendication doit être replacée dans le contexte de la compétition coloniale franco-britannique dans l'océan Indien. Le comptoir commercial français de Fort-Dauphin a été fondé en 1643 par Jacques Pronis, commis de la Compagnie des Indes orientales, sur ordre de Richelieu, en tant que point de ravitaillement et de « rafraîchissement » sur la route des Indes.

Parmi les successeurs de Pronis, Étienne de Flacourt restera le plus prestigieux des gouverneurs de l'établissement français de Fort-Dauphin. On lui doit le premier essai de description globale du pays (*Histoire de la Grande Isle de Madagascar*). Des crises intestines surgissent, d'autant qu'en 1664 la Compagnie des Indes décide de porter son effort commercial sur l'Inde et de créer un point de peuplement à l'île Bourbon (la Réunion), négligeant du coup le comptoir. L'entente avec la population Antanosy connaît des vicissitudes ainsi qu'en témoigne le massacre de colons français le jour de Noël 1672. Bien accueillis au départ par les Antanosy, les colons français s'en étaient fait progressivement des adversaires en raison de leur comportement esclavagiste. Les derniers colons français quittent Fort-Dauphin en 1674 pour la Réunion, non sans emmener dans leurs bagages quelques esclaves malgaches.

Abandonnée pratiquement par le colonisateur, l'île devient au XVIII<sup>e</sup> siècle un repaire de [flibustiers](#) et de pirates anglais et français qui s'affrontent sur la route des Indes. Les baies de Diégo-Suarez et d'Antongil ainsi que l'île Sainte-Marie – qui est cédée à la France en 1754 à la suite des amours célèbres de la reine Bety et du caporal gascon La Bigorne – sont les principaux centres de trafic.

L'éphémère république « internationale » de Libertalia installée par le Français Misson et l'Anglais [Thomas](#) Tew, dans la baie de Diégo-Suarez, fut sans doute une (belle) utopie de ces pirates. Elle prit fin en 1730.

Cependant, les îles Mascareignes (Bourbon et Maurice), devenues à cette époque des colonies françaises, se peuplant progressivement en s'enrichissant par la culture du café puis par celle de la canne à sucre, vont chercher sur la côte est malgache du riz, des bœufs et des esclaves. Une activité commerciale tous azimuts et au plus offrant se développe par tous les moyens ; les comptoirs de Tamatave et de Foulpointe prennent une importance accrue. La France tente même de se rétablir sur cette côte est, une première fois (1768-1771) à Fort-Dauphin avec le comte de Modave, une seconde fois (1774-1786) dans la baie d'Antongil avec le comte de Benyowski, un aventurier extravagant – magyar d'origine, philosophe, négrier à l'occasion comme Modave, qui se proclamera même « empereur de Madagascar » – et qui laissera son nom à une rue de Tananarive jusqu'en 1973. Ces tentatives échouent rapidement. En cette fin de XVIII<sup>e</sup> siècle, où va s'amorcer véritablement le royaume de Madagascar, les Européens présents dans l'île (quelque 4 000 Français seraient venus à Madagascar au XVII<sup>e</sup> siècle selon H. Deschamps) sont principalement des commerçants que l'on appelle plutôt à l'époque des « traitants ». Le Français Nicolas Mayeur est l'un des tout premiers à avoir circulé sur le plateau central et à l'intérieur de l'île. L'Europe commence véritablement à découvrir Madagascar.

## Au temps des multiples royaumes

L'histoire des différents groupes ethniques malgaches installés dans l'île reste mal connue dans ses détails. On estime que ces groupes, sédentarisés, ont, à la suite de nombreuses migrations intérieures, occupé définitivement leur « territoire géographique » actuel dès la fin du XV<sup>e</sup> siècle. À cette date, la carte géopolitique de Madagascar serait pour l'essentiel établie. Ces groupes ethniques, improprement mais couramment appelés « tribus », forment des sociétés politiques qui sont tantôt une juxtaposition de clans souvent rivaux, tantôt des royaumes parfois unis mais souvent divisés. Cette diversité contribue, par les luttes et résistances, à forger ce fond d'unité qui apparaîtra à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

## Des rois guerriers

L'organisation monarchique n'a pas été répandue de façon uniforme, et il est certain que le morcellement géographique et les variations du relief (vastes plaines et semi-déserts, falaises et vallées, collines) ont eu leur influence sur la formation des systèmes politiques de ces communautés. Certains peuples, comme les Tsimihety, n'ont pas connu d'organisation monarchique. Chez d'autres, en particulier dans le sud de l'île, on observe plutôt une mosaïque de chefferies et de petites principautés, les *mpanjaka* (souverains) ne parvenant pas à unifier des régions très compartimentées.

Les royaumes Antanosy du Sud-Est ont sans doute donné naissance aux dynasties des peuples Bara, Antandroy, Mahafaly et Sakalava. Si la royauté a disparu chez les Antandroy, chez les Sakalava, au contraire, le petit royaume né au début du XVII<sup>e</sup> siècle près de la basse vallée du fleuve Mangoky s'est étendu, sous le roi Andriandahifotsy, aux plaines de l'ouest (Menabe), puis au nord-ouest (Boina). À leur apogée (XVIII<sup>e</sup> s.), les deux royaumes sakalava du Menabe et du Boina contrôlent un tiers de la Grande Île. Le port de Majunga (Mahajanga), fondé en 1745 et peuplé de commerçants antalaotra, assurait les relations avec l'extérieur. Les Sakalava razziaient les populations du plateau. Un de leurs chefs fonda, sur la côte sud-est, le royaume Antaisaka inséré entre des royaumes d'origine islamique.

De l'un de ceux-ci, le royaume Antemoro, étaient partis des nobles, les Zafy-Rambo, qui avaient fondé des royaumes dans la forêt du pays des Tanala, puis, franchissant la falaise orientale, avaient instauré les premières principautés en pays Betsileo. Il en résultera au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle quatre petits royaumes, mais qui seront minés par les guerres intestines.

Sur la côte orientale, les Zana-Malata (mulâtres), descendants des pirates, fondèrent au début du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, sous l'impulsion de l'un d'entre eux, Ratsimilaho, la confédération des Betsimisaraka (« les nombreux inséparables »). Le royaume par la suite se fractionna. Des raids de pillage associant Betsimisaraka et Sakalava partaient régulièrement, sur de simples pirogues, vers les îles Comores et la côte orientale d'Afrique. D'autres groupes, quittant la plaine, pénétrèrent sur la partie nord du plateau pour donner naissance au peuple libre des Tsimihety (« ceux qui ne se coupent pas les cheveux »).

Au centre des Hautes Terres, autour de la vallée marécageuse de la rivière Ikopa, les Merina ont établi leurs villages fortifiés après avoir chassé ou soumis les Vazimba. Cette ethnie, issue probablement des plus récentes vagues d'immigration austronésienne, s'était donné dès le <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, avec Ralambo (1575-1610), un début d'organisation politique structurée. L'organisation se renforce avec les successeurs de Ralambo ; l'un d'eux, Andrianjaka, fondera Analamanga qui deviendra, ultérieurement, la capitale Tananarive (*Antananarivo*, « la ville des mille »).

Au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, le pays – qui a pris le nom d'Imerina (« pays qu'on voit de loin sous le jour ») et ses habitants celui de Merina – se développe sur tous les plans, économique, démographique et politique. La maîtrise de l'hydraulique agricole (drainage) et la discipline collective permettent de transformer en rizières irriguées la plaine autrefois marécageuse de la Betsimitatatra (environs de Tananarive). Avec deux récoltes de riz par an, les paysans peuvent dégager un surplus qui induit le développement artisanal, puis urbain. C'est une véritable révolution économique qui est en cours dans cette société de type féodal.

Mais au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle le pays, en pleine croissance, est sérieusement affaibli par les divisions entre clans issus de l'ancêtre Ralambo et par les partages successoraux. Il est alors divisé en « quatre royaumes combattants » que des voisins belliqueux cherchent à razzier. Repliés chacun sur leur(s) colline(s), les seigneurs rivaux s'affrontent avec les moyens de l'époque et sur un espace territorial somme toute réduit. C'est là pourtant que se joue le [destin](#) politique de Madagascar.



**Andrianampoinimerina**

*Three Lions/ Hulton Royals C...*

À la fin du siècle, le roi Andrianampoinimerina (« le seigneur au cœur de l'Imerina ») rétablit l'unité politique merina : après de longues guerres, il réussit, lui qui avait usurpé l'un des royaumes, à s'emparer des trois autres. Il transfère sa capitale d'Ambohimanga, restée colline sacrée, à Antananarivo située sur une colline distante de trente kilomètres. Le règne d'Andrianampoinimerina (1787-1810) ouvre l'ère moderne de Madagascar. Par son autorité, son intelligence et un incontestable génie d'organisation, ce nouveau souverain malgache, qui a seul droit au *hasina* (caractère sacré reconnu par l'offrande [symbolique](#) d'une piastre dans les grandes circonstances), crée une cohésion sans faille en utilisant habilement les institutions traditionnelles (le discours ou *kabary*,

l'assemblée de village ou *fokonolona*) pour asseoir et renforcer son pouvoir. Il poursuit une politique de développement économique, stimulant les vertus du travail et des corvées collectives, encourageant les grands travaux agricoles et les marchés (*tseña*). Il fait habilement accepter sa suzeraineté en tissant un réseau d'alliances matrimoniales avec les princesses d'autres royaumes ; stratégie qui lui permet d'étendre ses possessions vers les voisins de l'est et les royaumes du

Betsileo, et d'entretenir de bonnes relations avec les royaumes côtiers. La formule célèbre et peut-être apocryphe qu'on lui prête – « la mer est la limite de ma rizière » – suggère tout un programme de conquête en vue de l'unification politique de l'île.

Si Andrianampoinimerina n'est pas à l'origine d'un véritable sentiment national malgache comme on l'a écrit parfois abusivement, son règne n'en constitue pas moins une période charnière dans l'histoire de Madagascar. Très méfiant à l'égard des étrangers au point d'interdire l'accès de sa capitale aux marchands, il toléra le commerce européen pour se procurer des armes à feu en [échange](#) d'esclaves. Un type de commerce (poudre, fusils et alcool de traite) qui, tout au long de cette période des multiples royaumes, a souvent été un élément déterminant dans la conquête du pouvoir. Mais, surtout, le règne d'Andrianampoinimerina apparaît comme la première tentative sérieuse, et en partie réussie, d'institutionnalisation du pouvoir à l'échelle d'une société politique complexe, mais qui prend l'allure d'une nation.

## Une civilisation originale

À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la civilisation malgache connaît son plein épanouissement. Les ressources alimentaires sont, avant tout, le riz, mais aussi le manioc et la patate apportés vraisemblablement par les Portugais, ainsi que la [banane](#), le taro et les pois de terre. Le bœuf (zébu) est élevé comme capital et comme animal de sacrifice. La pêche dans les rivières et les rizières (le poisson *tilapia*) tout comme l'élevage de la volaille constituent un complément d'appoint apprécié.

La maison rectangulaire à toit pointu est en bois, plus rarement en argile. On dira, plus tard, qu'à Madagascar le bois est réservé à la maison des vivants et la pierre au tombeau des ancêtres. S'agissant de vêtement, il se compose sur les plateaux d'un pagne et d'une toge (*lamba*) qui, lorsqu'ils sont lourds et colorés de rouge (*lambamena*), sont réservés aux chefs et aux défunts. Sur la côte chaude et humide, un fourreau de nattes suffit. Le fer est extrait du sol et travaillé ; les ustensiles sont faits de poteries, tant sur les plateaux que sur la côte, ou de cucurbitacées (sur la côte).

Le culte des ancêtres donne lieu à des sacrifices d'animaux (bœufs, coqs), à des offrandes (alcools et cérémonie du *tromba*), qui varient d'une ethnie à l'autre mais appartiennent à un fond culturel commun : la conviction que les ancêtres, quelles que soient les pratiques funéraires des diverses communautés, surveillent, protègent et punissent en cas de désobéissance aux coutumes.

On invoque le Créateur (Zanahary), mais ce sont les ancêtres qui jouent un rôle dans la vie quotidienne. Le devin indique les sorts par la géomancie. Un grand nombre d'interdits (*fady*) rythment la vie du Malgache qui sait que toute transgression retombera sur lui (concepts du *tsiny* et du *tody*). Ainsi se construit, sur un fond d'unité très réelle en dépit des variations régionales, une société typiquement malgache, stable et très hiérarchisée, où chacun se sent à sa place par croyance éprouvée et aussi par un certain sens de la fatalité. Cette culture ancestrale malgache restera très vivante malgré les bouleversements ultérieurs de la période coloniale et postcoloniale. Comme l'a écrit l'un des meilleurs analystes malgaches contemporains de cette société (le jésuite Rémy Ralibera) : « Le courant profond de cette culture malgache ancestrale continue à nous mener plus inconsciemment que consciemment. »

La littérature orale est d'une grande richesse : contes et histoires d'animaux, [proverbes](#) innombrables à portée didactique, poésie amoureuse subtile (dont les *hain-teny* seront une forme moderne très élaborée), art du discours (*kabary*), de l'allusion, de la [métaphore](#)... et de l'humour. À l'exception de l'[épopée](#), la littérature orale malgache s'exprime brillamment dans tous les genres. Sans oublier la musique et les danses traditionnelles qui jouent un rôle important dans les

cérémonies. Sur les hauts plateaux, les troupes quasi professionnelles de chanteurs-conteurs-acteurs-danseurs, appelés *mpilalao*, font partie du meilleur [folklore](#) malgache.

Cette civilisation malgache, qui a intégré les apports asiatiques et africains, apparaît alors dans toute son originalité. Elle saura assimiler à sa façon les apports européens. La « malgachitude » (ou malgachité ?) contemporaine est le résultat de tous ces brassages ethniques et culturels qui font la richesse, et à l'occasion les contradictions internes, de la personnalité malgache.

## Les clans, héritiers d'un même ancêtre

La cellule originelle de la société politique malgache est le *foko* (communauté clanique). Souvent représenté comme une petite [démocratie](#) où les problèmes sont débattus dans l'assemblée comprenant tous les hommes du [clan](#) jusqu'à obtention du consensus, le *foko* est en fait une structure hiérarchisée. Un conseil des anciens (chefs de famille) commande au village. Le *foko* est, à cette époque, d'abord et avant tout une communauté humaine unie par un même ancêtre. Les liens de famille s'établissent en ligne paternelle ou maternelle. Sur ce point, il semble bien qu'il y ait eu beaucoup de diversité, le matriarcat ayant probablement dominé dans certains clans. Le système contemporain du *fokonolona*, autrefois spécifique à l'Imerina mais aujourd'hui généralisé et construit à partir d'une base territoriale (le Fokontany), est l'héritier du *foko* originel.

À partir de la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, les *foko* qui ont réussi à s'imposer par leur supériorité militaire ou par leur prestige religieux contrôlent des communautés plus larges qu'on appellera, plus tard, « tribus ». Et quelques-uns de ces groupes forment, dans certaines régions de l'île, des royaumes. Tout royaume malgache de l'époque est donc un groupement de clans hiérarchisés. Le roi, souvent choisi par les chefs de clans roturiers, est pris dans le clan royal, parmi les fils ou les frères du roi défunt. Les cérémonies d'intronisation lui confèrent le *hasina*, un droit sacré ; il est « dieu visible » et son pouvoir, théoriquement absolu, est limité par les coutumes des ancêtres ainsi que par les avis des chefs de clans. On parle de lui en utilisant, parfois, un vocabulaire spécial. Le roi habite une grande case de bois (*lapa*) dans une citadelle (*rova*) ; il dispose de gardes et d'esclaves, lève et perçoit des impôts, peut exiger la corvée et s'adresse à son peuple par des discours (*kabary*) qui annoncent ses intentions et confortent sa légitimité. Ses parents peuvent recevoir des fiefs. Le roi dispose aussi de « messagers » (sorte d'ambassadeurs) dotés de grands pouvoirs. Dans cette société typiquement féodale composée – sous un vocabulaire particulier – de rois, de seigneurs et de vassaux, la guerre est fréquente, occasion à la fois de sport et de pillage.

Les villages sont fortifiés et, en Imerina, toujours installés en haut des collines à des fins stratégiques évidentes. La sagaie, le javelot, le bouclier constituent les armes habituelles ; à partir du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle s'y ajoutent les fusils d'importation. Ce qui va modifier les rapports de force dans le jeu des affrontements traditionnels.

Dans les royaumes, les clans sont hiérarchisés. Ainsi à l'époque de Andrianampoinimerina la [stratification sociale](#) chez les Merina est bien établie : les nobles (*andriana*), les roturiers libres (*hova*) et les esclaves (*andevo* ou *mainty*, noirs), esclaves domestiques de naissance ou esclaves de guerre. Cette hiérarchisation comporte des catégories, voire des sous-catégories internes, bien perçues par les intéressés, qui s'accompagnent notamment d'interdits matrimoniaux. Sous des noms différents, cette hiérarchisation (abusivement qualifiée de système de [castes](#) alors qu'elle n'a pas de véritable point commun avec le système des castes de l'Inde) se retrouve avec des nuances ou des variantes dans la plupart des autres ethnies malgaches. Cela étant, la hiérarchisation sociale, très forte, n'entraînait pas nécessairement une différence très grande de condition matérielle. Il reste que l'exercice du pouvoir (*fanjakana*) était, de par la coutume, l'apanage de la classe ( ?) noble, *andriana* en Imerina. Pour certains analystes contemporains, la notion de « andrianité »

caractériserait un phénomène sociétal et politique (au moins en Imerina) naturellement élitiste qui serait l'aboutissement d'une tradition pluri-millénaire : un pouvoir qui serait resté d'essence essentiellement religieuse et « d'un droit à l'exercice [du pouvoir] qui tient de la qualité personnelle de l'individu plus que d'un prétendu droit du sang » (J. P. Domenichini, 1987). Une analyse qui, à défaut d'être parfaitement démontrée, a le mérite de remettre à l'ordre du jour l'histoire des stratifications sociales et politiques à Madagascar, en dehors de tout présupposé idéologique.

## Le royaume de Madagascar : la monarchie merina

Avec la mort en 1810 du roi-fondateur Andrianampoinimerina s'ouvre le règne de son fils Radama I<sup>er</sup>. Intelligent, avide de nouveautés et ambitieux, le jeune monarque – qui a pris Napoléon I<sup>er</sup> pour modèle – apparaît avec le recul du temps comme le créateur véritable de l'État malgache moderne.

### Une politique d'ouverture et d'expansion

Le règne, bref mais important, de Radama I<sup>er</sup> (1810-1828) est un tournant décisif dans l'histoire de Madagascar. L'hégémonie merina s'affirme en même temps que la société s'ouvre au monde occidental. Le titre de « roi de Madagascar » est décerné à Radama par les diplomates étrangers, à commencer par le gouverneur anglais de l'île Maurice, sir Robert Farquhar, qui appuie la [monarchie](#) merina afin d'écartier définitivement la présence française sur la côte est et d'éviter toute autre tentative de pénétration. Le traité de [Paris](#) de 1814, qui a redistribué les cartes au profit de l'Angleterre, victorieuse de la compétition coloniale franco-britannique dans l'océan Indien, est une référence non négligeable pour Radama I<sup>er</sup> qui a des ambitions de conquête, d'unification et de modernisation.

En 1817, il conclut avec l'Angleterre un traité par lequel il renonce à la traite des esclaves en contrepartie d'une assistance financière, technique et militaire : livraison d'armes et mise sur pied d'une armée de métier formée par des instructeurs anglais. Cette supériorité technique permet à Radama I<sup>er</sup> d'entreprendre, entre 1817 et 1826, des opérations de conquête, de pacification et/ou d'alliances. Il s'ouvre la route de Tamatave dès 1817 et obtient la soumission des *mpanjaka* de la côte orientale, éliminant ainsi les derniers postes français – à l'exception de l'île Sainte-Marie. Ses officiers occupent ensuite les petits royaumes du Sud et du Sud-Est, et aussi bien l'extrême nord de l'île que l'extrême sud, notamment Fort-Dauphin qui n'est plus tenu que par... cinq Français. Ailleurs, des garnisons merina contrôlent les chefs locaux maintenus en fonction. Mais, malgré plusieurs expéditions (1822-1824) qui déciment ses troupes, Radama I<sup>er</sup> ne parvient pas à soumettre définitivement les peuples du Menabe et du Boina. Une partie des Sakalava et des ethnies du Sud demeurent donc « indépendantes ».

Cette volonté d'hégémonie et d'expansion territoriale, encouragée certes par l'Angleterre, était aussi celle de la monarchie merina, soucieuse de « désenclaver » le royaume par un accès aux deux façades maritimes (côte est et côte ouest) afin d'échapper ainsi à l'asphyxie... et aux razzias des peuples voisins, et intéressée par le développement des relations commerciales avec l'extérieur. À la mort de Radama I<sup>er</sup>, les limites extrêmes de la monarchie merina, avec son système de quasi-protectorats, sont pratiquement atteintes et vont se maintenir ainsi jusqu'à la fin du royaume. L'unification politique de l'île a fait un grand pas et l'on peut effectivement parler, désormais, d'un royaume malgache même si la domination merina n'est pas territorialement complète ni politiquement toujours bien acceptée. La brutalité des expéditions de conquête ou de pacification a déjà compromis l'assimilation des populations non merina. Une manière de colonisation ( ? ) qui laissera des traces et des préjugés dans les mentalités.

L'aspect novateur du règne de Radama I<sup>er</sup> est l'ouverture à la civilisation occidentale, ouverture qui elle aussi laissera des traces profondes dans la formation sociale malgache. Soucieux de modernisation, Radama fit venir des ouvriers européens. Esprit curieux mais prudent, il n'accepta une coopération des Européens que dans des domaines qu'il délimita lui-même : création des toutes premières manufactures à Antananarivo, fixation par écrit de la langue malgache, lui-même ayant choisi, dit-on, les consonnes anglaises et les voyelles françaises pour la transcription phonétique du malgache.

C'est sous le règne de Radama I<sup>er</sup> que débarquent à Madagascar, en 1820, les premiers missionnaires protestants britanniques de la London Missionary Society dont l'impact se révélera considérable. Dans l'immédiat, ces pasteurs se bornent, si l'on peut dire, à exposer leur mode de vie chrétien sans chercher à faire du prosélytisme et des conversions. Missionnaires-artisans, particulièrement attachés à la rédaction d'un vocabulaire et d'une grammaire de la langue malgache, ils furent en somme les premiers coopérants techniques au sens contemporain de l'expression.

## Du repli nationaliste au retour à l'ouverture sur l'Europe

À Radama I<sup>er</sup>, qui meurt prématurément en 1828, succède son épouse, Ranaivalona I<sup>re</sup>, portée au pouvoir par l'oligarchie dominante, les chefs de clans andriana et surtout hova qui avaient soutenu autrefois Andrianampoinimerina. Ranaivalona I<sup>re</sup> inaugure la série des reines qui constitue l'un des traits caractéristiques du XIX<sup>e</sup> siècle à Madagascar.

Son long règne (1828-1861) offre deux images contradictoires. Ainsi que l'écrit un historien contemporain (Guy Jacob), Ranaivalona I<sup>re</sup> apparaît comme « une Caligula femelle pour les traitants et les missionnaires qu'elle expulsa et pour la poignée de Malgaches convertis au christianisme qu'elle persécuta », tandis qu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle « elle incarne, aux yeux des nationalistes, la fierté malgache face aux *vazaha* étrangers ». Le portrait de cette reine, cruelle et xénophobe selon l'historiographie occidentale, mais proche du peuple malgache dont elle respecta les cultes ancestraux, est aujourd'hui beaucoup plus nuancé. Méfiante à l'égard des étrangers, elle s'opposa autant qu'elle en eut la possibilité aux tentatives d'invasion. Deux coups de main sur Tananarive des flottes française et anglaise échouèrent. Réduisant en esclavage le capitaine d'un navire de commerce français, Ranaivalona I<sup>re</sup> aurait déclaré : « Puisqu'on vend les Noirs, on peut bien vendre aussi les Blancs. »

L'hostilité témoignée aux étrangers par la reine est sans doute moins l'expression d'un paganisme agressif et d'un sentiment xénophobe primaire que la conséquence d'un [nationalisme](#) merina – et plus largement malgache – qui se renforcera au cours de ces trente-trois années de règne. Ranaivalona I<sup>re</sup> veut avant tout préserver les structures de la société malgache liées au culte des ancêtres. D'où sa méfiance naturelle à l'égard des étrangers – Européens de diverses nationalités – qui, marchands ou missionnaires, peuvent (ou veulent) perturber l'ordre social issu de la tradition. Si les missionnaires sont effectivement chassés du royaume, c'est parce qu'ils procèdent à des conversions et ne s'en tiennent pas à leur fonction, très appréciée, d'instruction. Il est vrai que la fin du règne de Ranaivalona I<sup>re</sup> sera particulièrement violente, avec les premiers martyrs malgaches chrétiens et les multiples victimes accusées, à tort ou à raison, de complot ou de [sorcellerie](#). Mais Ranaivalona sait retenir dans le royaume quelques rares étrangers qui lui paraissent œuvrer au bénéfice du pays et du régime. Le principal est le célèbre Jean Laborde (mort en 1878), un Gascon qui, par son génie inventif et grâce à la main-d'œuvre des corvéables, produit à peu près tout ce que la reine souhaite, des étoffes aux canons. Les installations (fours, fonderie) de Mantasoa emploient jusqu'à dix mille ouvriers.



**Ranavalona III**

*Hulton Archive/ Getty Images*

À la mort de Ranavalona I<sup>re</sup>, en 1861, succède pour une très courte période son fils Radama II. Esprit libéral et très francophile, utopiste, il pratique une politique d'ouverture totale. Les Européens reviennent : les missionnaires, protestants anglais et catholiques français, entrent dans une compétition – évangélique et politique – qui laissera des traces durables dans le système politique malgache. Radama II disparaît en 1863, assassiné dans des intrigues de palais. Sa veuve Rasoherina lui succède, mais la réalité du pouvoir passe rapidement au Premier ministre

Rainilaiarivony, un Hova qui sera l'homme fort de la monarchie merina jusqu'à la fin du siècle et qui renforcera sa légitimité en ayant la prudence (politique) d'épouser successivement les trois reines du royaume malgache : Rasoherina (1863-1868), Ranavalona II (1868-1883) et Ranavalona III (1883-1897). Mais ce Premier ministre, d'origine roturière, doit déjouer les intrigues de l'oligarchie noble qui l'accepte mal et il est bientôt confronté aux pressions extérieures, notamment française, consécutives à l'expansion coloniale et à la rivalité des impérialismes anglais et français dans cette partie du monde.

La [conversion](#) au protestantisme, en 1869, de la reine Ranavalona II et de son [mari](#), Premier ministre, est un événement à longue portée. Il est à la fois d'ordre culturel – le christianisme devenant la religion à la mode dans la société aristocratique merina (l'Église du Palais au grand dam des traditionalistes fidèles à l'esprit de Ranavalona I<sup>re</sup> qui s'étaient déjà opposés à Radama II) – et d'ordre politique : l'Angleterre, par l'intermédiaire notamment de ses évangélistes, soutient le gouvernement du Premier ministre en lui imposant (outre ses cotonnades !) un modèle politique modernisé qui n'était peut-être pas le mieux adapté à la situation.

Entre 1860 et 1885, le royaume de Madagascar connaît en effet une marche accélérée vers la « modernisation » (occidentalisation). L'ouverture économique donne libre jeu à l'esprit d'entreprise et aux affaires. La monarchie s'associe à des étrangers dans certaines activités, telles que les sucreries. Le Français Jean-François Lambert – que Ranavalona I<sup>re</sup> avait expulsé – revient sous Radama II et laissera son nom à un projet d'envergure (la charte Lambert) visant à établir une compagnie à charte et un traité de commerce franco-malgache conforme aux principes du pacte colonial. Les missionnaires protestants, puis catholiques, développent écoles et hôpitaux, construisent (l'Écossais Cameron fait édifier entre 1868 et 1873 le palais de la reine sur le rova de Antananarivo), conseillent et s'efforcent d'adoucir la condition des esclaves.

La modernisation se reflète dans l'adoption d'une législation partiellement écrite et de nouvelles structures administratives. Des codes sont promulgués, le plus célèbre (toujours en vigueur sur certains points) étant celui dit des « 305 articles », publié en 1881, et qui sera le dernier pour le royaume de Madagascar. Tout en laissant subsister les coutumes ancestrales, on adoucit le système pénal traditionnel en amendant le type et l'échelle des peines (abolition, par exemple, de la sanglante ordalie du *tanguin* ou épreuve du poison) ; on procède aussi à d'importantes innovations : suppression de la [polygamie](#), institution de l'état civil, du divorce. Des réformes qui s'appliquent essentiellement en Imerina et, partiellement, au Betsileo.

Le Premier ministre Rainilaiarivony restructure progressivement son gouvernement sur le modèle occidental : création de ministères (huit en 1881) et d'agents locaux déconcentrés (les *antily*) ; réorganisation des tribunaux et essai de rénovation des fokonolona. Mais ce renforcement voulu du pouvoir central coexiste avec le maintien, par la force des choses, de structures de type féodal dans les lointaines provinces qui sont des provinces stratégiques : des officiers-marchands, c'est-à-dire non payés, encadrent des garnisons de soldats-colons. Les gouverneurs nommés dans ces

provinces sont souvent des prédicants formés à l'Église protestante du Palais devenue source de légitimité du pouvoir, mais ils sont rarement compétents.

Le royaume de Madagascar, en cette fin de XIX<sup>e</sup> siècle, se délite sous l'effet conjugué de la domination économique étrangère, de la bureaucratie parasitaire, du manque de ressources budgétaires. Du coup, la corvée, à laquelle sont en droit soumis tous les roturiers du royaume, s'alourdit et se pervertit au profit d'intérêts particuliers ; elle est de plus en plus mal supportée.

En quelques décennies, la monarchie merina est donc passée du Moyen Âge (la modeste case en bois du roi Andrianampoinimerina à Ambohimanga) à l'« ère victorienne » (la cour du palais des Reines à Antananarivo). Mais les intrigues permanentes et les coteries au sein de l'oligarchie qui détient le pouvoir, tout comme les difficultés d'administration et de contrôle d'un royaume qui s'étend à cette date sur plus des deux tiers de l'île, ont affaibli sérieusement le système politique.

C'est un État miné de l'intérieur qui va affronter une première agression française, prélude à la véritable conquête coloniale.

## La conquête de Madagascar par la France (1883-1896)

La conquête par la France s'effectue en deux temps, d'abord dans le cadre d'un [protectorat](#), puis par l'annexion pure et simple ; soit plus d'une décennie de débats diplomatiques et politiques, et d'actions militaires.

En décembre 1885, la monarchie merina conclut un premier traité de protectorat avec la France qui, depuis mai 1883, pratiquait la politique de la canonnière, occupant les ports de Majunga et de Tamatave. Poussé par les notables de la Réunion relayés par les députés créoles (l'ancienne île Bourbon, qui a changé de nom sous la Révolution de 1789, traverse une crise économique profonde) et par certains milieux catholiques, le gouvernement français s'est lancé dans cette aventure coloniale en invoquant d'incertains « droits historiques ». La monarchie merina a plié mais n'est pas vaincue. L'échec politique serait plutôt français. Le traité donne à la France un droit d'occupation à Diégo-Suarez et prévoit l'installation d'un résident français à Tananarive (le premier sera Le Myre de Vilers) mais qui n'aura guère de moyens effectifs d'action. Après bien des équivoques et des contestations (querelle des *exequatur* à propos des consuls étrangers, problèmes de la succession aux traités conclus antérieurement par l'État malgache avec l'Angleterre et les États-Unis), l'Angleterre reconnaît en 1890 ce prétendu protectorat français (le mot ne figure pas expressément dans le texte du traité).

L'aggravation du malaise économique et social dans le royaume va fournir le prétexte à une seconde et décisive intervention militaire française. Le Premier ministre merina ruse et négocie pied à pied avec le résident français, mais il ne peut éviter les conséquences de l'indemnité de guerre imposée par le traité de 1885 – dix millions de francs –, somme colossale pour un modeste royaume déjà épuisé par l'effort de guerre. Pour faire face (c'est-à-dire rembourser un emprunt contracté auprès du Comptoir d'escompte de Paris), le gouvernement malgache doit étendre encore la corvée, offrir d'immenses concessions à des colons ou aventuriers français, ouvrir aux Malgaches l'exploitation jusqu'ici interdite des mines d'or. Le pouvoir monarchique se décompose, les exactions se multiplient, le désordre s'installe. Les *fahavalo* (bandits, hors-la-loi) sèment la terreur jusqu'au cœur de l'Imerina, menaçant la sécurité des Européens.

En refusant, en octobre 1894, de céder à un ultimatum que le résident français a été chargé de lui présenter, Rainilaiarivony consacre la rupture avec la France. À Paris, la Chambre des députés vote les crédits nécessaires pour une expédition militaire qui, cette fois, doit marcher sur Tananarive. Les

troupes débarquent à Majunga le 15 janvier 1895. Il faudra huit mois avant que des éléments avancés parviennent enfin à Tananarive, juste avant la saison des pluies. Pour les soldats français (près de 20 000, dont beaucoup de jeunes recrues), c'est une sorte d'odyssée à rebours sur cette « route » (à tracer !) de 600 kilomètres qui s'élève progressivement du niveau de la mer à presque 1 500 mètres d'altitude en traversant sur les premiers 200 kilomètres, le long du fleuve Betsiboka, une région humide et malsaine. Les « généraux » malgaches *hazo* et *tazo* (la forêt et la fièvre) sont les principaux responsables de l'hécatombe : on estime que 40 % du corps expéditionnaire a disparu sur cette « piste » aujourd'hui encore ponctuée de modestes et émouvants monuments commémoratifs et de tombes – qui font désormais partie du [patrimoine](#) national malgache. Une page importante de l'histoire moderne de Madagascar s'est en effet inscrite dans cette expédition de 1895.

Une expédition dont la mémoire collective tant en France qu'à Madagascar n'a peut-être pas gardé un souvenir aussi vif (et idéalisé) que pour d'autres batailles coloniales. Les travaux des historiens contemporains malgaches et français (études publiées dans la revue *Omalysy Anio* ; travaux de Guy Jacob sur la période de 1880 à 1894 : *Aux origines d'une conquête coloniale*) ont le grand mérite, à travers l'exploration systématique des archives, de donner une analyse beaucoup plus exacte de cette période d'affrontement franco-hova. Du côté français, la préparation de l'expédition s'est déroulée dans l'enthousiasme populaire entretenu par une [propagande](#) anti-merina systématique, laissant croire que la République partait « pour reconquérir une terre française depuis Louis XIV et pour libérer les populations côtières de la tyrannie merina » (G. Jacob). Mais la conduite de l'expédition sous les ordres du général Duchesne (qui a tout de même laissé son nom, ainsi que le général Voiron et l'[amiral](#) Pierre, à des rues ou à des quartiers de Tananarive) s'est révélée lamentable. Ni l'équipement vestimentaire, ni l'armement des soldats (portant fusil, pelle ou pioche et un sac de 35 kg), ni le mode initialement prévu de locomotion – les fameuses « voitures Lefebvre », lourdes charrettes en aluminium tirées par des mulets et dont aucune, semble-t-il (il y en eut 5 000 !), ne parvint à Tananarive – n'étaient adaptés au relief et au climat du pays. Il est vrai qu'à l'époque (il y a à peine un siècle !) Madagascar était, pour les états-majors de l'armée française, un pays du bout du monde. Du côté malgache, toutes proportions gardées, l'effet de distance est le même. Les garnisons merina, installées dans de solides forteresses (celle d'Andriba en particulier), se sentent plus ou moins en pays étranger (sakalava). L'isolement, la démoralisation et le paludisme expliquent leur faible combativité devant l'envahisseur français. Il semble bien que les troupes merina aient, sauf exception, systématiquement décroché et déserté, signe de la déliquescence du royaume. Mais, si l'armée royale donnait l'impression de renoncer au combat, d'autres résistances se préparaient ou étaient déjà en action.

Une colonne française, dite « légère », atteint finalement la capitale Tananarive le 30 septembre 1895. Aux premiers coups de canon, la reine Ranaivalona III fait hisser le drapeau blanc. Elle accepte, cette fois, un second et véritable traité de protectorat (1<sup>er</sup> oct. 1895). Le vieux Premier ministre Rainilaiarivony est exilé et la reine provisoirement maintenue. L'année suivante, la « prise de possession » est consacrée non sans vifs débats au Parlement français, puis sanctionnée par le vote de la [loi](#) d'annexion du 6 août 1896 : Madagascar devient une colonie française.

## De la domination coloniale à l'indépendance retrouvée (1896-1960)

Sous trois statuts juridiques différents (colonie, territoire d'outre-mer, État autonome), Madagascar aura connu la dépendance coloniale directe durant un peu plus d'un demi-siècle. C'est une période très brève si on la compare avec la situation d'autres anciennes possessions françaises, mais riche en transformations et en contestations.

# La période Gallieni



Gallieni

Hulton Archive/ Getty Images

Pendant neuf ans (1896-1905), le général Gallieni, secondé un temps par le colonel Lyautey, imprime sa marque à la colonisation. Il se comporte en véritable proconsul de la République française, attachant définitivement son nom à l'histoire moderne de Madagascar. Jusqu'en 1972, sa statue équestre (retirée alors discrètement par les autorités françaises) ornait le square Gallieni au centre de la capitale malgache.

Gallieni, général républicain, a été envoyé avec des troupes de renfort pour une reprise énergique de la situation politique et militaire. Arrivé le 16 septembre 1896, il fait abolir par divers arrêtés la monarchie, la féodalité, l'esclavage (l'arrêté du 26 septembre 1896 a été signé par son prédécesseur, le résident Laroche), et exiler (27 févr. 1897) la reine Ranavalona III, d'abord à la Réunion puis à [Alger](#). Entre-temps, il a fait fusiller deux ministres du gouvernement Rainilaiarivony, membres de l'aristocratie, afin de mater l'oligarchie merina.

Premier gouverneur en titre de la colonie malgache (on dit aussi à l'époque *madécasse*) et investi des pouvoirs civils et militaires, Gallieni pacifie et organise. La « pacification » consiste à rétablir l'ordre dans l'ancien royaume merina et à soumettre définitivement les peuples indépendants du Sud et de l'Ouest qui résistent farouchement de façon dispersée. Dans ces régions, la domination française est pratiquement acquise en 1899 ; mais des soulèvements éclateront encore en 1904-1905, puis en 1915-1917. Pendant ce temps, en Imerina, Gallieni a dû faire face au mouvement de résistance nationaliste des *Menalambo* (les Toges rouges), véritables partisans qui se réclament du pouvoir royal et qui profitent de la désagrégation des institutions pour s'attaquer à l'occupant étranger ainsi qu'aux Merina jugés complices. Les insurgés, refoulés dans la forêt, se rendent en juin 1897. La résistance des Menalambo – tout comme les soulèvements sporadiques de 1895 sur la côte est dirigés contre les Merina et, à travers eux, contre la présence française – témoigne d'une authentique prise de conscience nationale, même si le colonisateur français n'y voit que du banditisme (*fahavalo*) ou, comme on dirait aujourd'hui, du « terrorisme ». Il reste que cette pacification, énergique, aura contribué à sa façon à l'unification de la Grande Île. Soumises désormais aux ordres d'un pouvoir étranger, les ethnies malgaches sont, quelle que soit leur diversité, ou même leur animosité, poussées à se retrouver.

Parallèlement, Gallieni organise le pays en appliquant, affirme-t-il, une « politique des races ». En réalité, il va s'appuyer surtout sur des lettrés merina pour des raisons compréhensibles d'efficacité administrative. Il crée des cadres indigènes, entreprend un nouveau découpage administratif de l'île, organise un remarquable système d'assistance médicale gratuite avec un corps de médecins et de sages-femmes malgaches. Il instaure, à côté des écoles des [missions](#) chrétiennes, une école officielle laïque par laquelle seront formés des instituteurs malgaches. L'enseignement du français devient obligatoire, l'Académie malgache est créée en 1902, dans l'esprit « mission civilisatrice » de la III<sup>e</sup> République.

Les premiers grands travaux (chemin de fer Tamatave-Tananarive, routes charretières) sont entrepris sous l'impulsion de Gallieni qui entend mener une politique de développement économique (dans le cadre de l'assimilation douanière qui favorise l'introduction des produits français, mais pas nécessairement le consommateur malgache...). Pour encourager la production agricole aux fins d'exportation, Gallieni reprend de façon plus méthodique le système de l'ancienne corvée qu'il remplace partiellement par une fiscalité directe accablante (la capitation), destinée à obliger les Malgaches à produire plus par eux-mêmes ou à se placer au service des colons qui

paieront l'impôt à leur place. Gallieni est convaincu de l'« effet moralisateur » de l'impôt. Et le code de l'indigénat, qui donne des attributions judiciaires aux administrateurs, est un excellent adjuvant.

Lorsque Gallieni – esprit républicain, laïque et par-dessus tout militaire – quitte son poste de commandement, les grands axes de la politique coloniale française à Madagascar sont tracés.

## La mise en valeur de la colonie (1907-1946)

Les gouverneurs généraux successeurs de Gallieni (il y en aura dix-huit entre 1905-1946, dont certains joueront un rôle important) ont eu surtout en vue la mise en valeur de la Grande Île et son développement économique. Ce qui supposait d'abord une structuration administrative efficace. On hésitera entre le système des « petites provinces » (une vingtaine), puis celui d'un véritable régionalisme (création de six à huit régions dans les années 1930) et, finalement, le système de la « grande province » en 1946 (il y en aura six qui sont les provinces actuelles), subdivisée en circonscriptions administratives hiérarchisées (postes ou sous-préfectures, arrondissements et cantons) dans lesquelles s'exerce la réalité du pouvoir administratif colonial relayé, aux échelons inférieurs, par les cadres indigènes.

Le développement des voies de communication, problème majeur dans cette île au relief tourmenté, s'accélère : chemins de fer (Tananarive-Tamatave achevé en 1913, embranchements d'Antsirabe et de Alaotra en 1923, Fianarantsoa-Manakara en 1935) ; routes dont le réseau passe de 2 000 à 15 000 kilomètres entre 1925 et 1935 ; aviation (liaison avec la métropole et lignes intérieures développées à partir de 1936) ; ports fluviaux et maritimes aménagés, ceux de Tamatave et de Diégo-Suarez recevant des équipements modernes. Cette politique de grands travaux caractérise surtout la période de l'entre-deux-guerres qui voit aussi le développement de l'urbanisation et de la démographie : la capitale Tananarive passe de 65 000 habitants en 1914 à 140 000 en 1940 ; la population malgache, bien que faible, double presque en un demi-siècle (2,5 millions en 1900 et 4 millions en 1940 selon les statistiques les plus fiables) ; des migrations intérieures spontanées, notamment vers le moyen Ouest sakalava, appelé aussi le « Far West », peuplent (modestement) des régions jusqu'ici vides.

L'administration encourage les cultures d'exportation. Aux produits de cueillette – caoutchouc, raphia – et aux produits agricoles traditionnels – riz et manioc – sans oublier les bovidés (Madagascar ravitaille la France en viande frigorifiée et viande de conserve durant la guerre de 1914-1918) vont s'ajouter, surtout après 1920, les cultures dites « riches », celles qui contribuent à l'apport de devises. Ainsi le café, développé notamment sur la côte est, fournira plus de 40 % du total des exportations. Les autres postes principaux sont la vanille, également sur la côte est ; le girofle à Sainte-Marie ; le tabac Maryland, introduit avec succès en 1920 dans l'Ouest malgache ; le sisal dans le Sud ; le pois du Cap et la canne à sucre.

Prospecté sans grand succès au début du siècle, l'or laisse la place au graphite, au mica et à d'autres minéraux et [gemmes](#) qualifiés de « semi-précieux ». Après la chute enregistrée durant la crise économique mondiale des années 1930, les exportations, aidées par un système de primes, retrouvent un volume important. En 1938, la France en absorbe 77 % et fournit 74 % des importations.

Mais ce développement économique global, incontestable, s'inscrit dans le cadre d'une « mise en valeur coloniale », conformément aux doctrines impérialistes de l'époque. L'indigène, perçu par l'administration coloniale comme étant naturellement indolent et paresseux, est incité au travail par des procédures contraignantes, notamment fiscales et pénales. Celle du travail forcé, le S.M.O.T.I.G.

(service de main-d'œuvre pour les travaux d'intérêt général), appliqué dans tout l'[empire colonial français](#) jusqu'en 1946, n'étant qu'un exemple parmi d'autres.

Il est vrai que, parallèlement, l'administration s'efforce d'encourager la petite exploitation agricole indigène et un système de véritable salariat. Dès la fin de la Première Guerre mondiale, cette formule, destinée à favoriser les cultures d'exportation, est mise en échec par l'écart grandissant entre l'augmentation continue des prix et le quasi-plafonnement des salaires. Le paysan malgache qui n'en retire pas de profit en vient à se méfier et du travail salarié et des cultures d'exportation. Attitude de repli sur soi, en quasi-autarcie, que l'on retrouvera plus tard encore. Par ailleurs, les très vastes domaines concédés par le pouvoir colonial – la coutume et la législation de la monarchie merina qui accordaient l'usufruit à ceux qui cultivent ayant été écartées – à de grandes « compagnies » ne sont pas nécessairement source d'investissements productifs, les bénéfices immédiats de l'import-export et du commerce de traite (appuyé sur le système du « collectage » effectué par les petits commerçants de brousse chinois, indiens ou créoles) étant plus attirants. Ces grandes sociétés coloniales (Marseillaise, Lyonnaise, Rochefortaise, Emyrne, entre autres) ont, certes, contribué au développement de Madagascar en créant et en gérant des réseaux d'activités agricoles, industrielles et commerciales multiples : rizières du lac Alaotra, sucreries du Nord malgache et de Nosy Bé, exploitations forestières, plantations de coton, commerce de bovidés, etc. Mais la retombée des profits est modeste pour le producteur malgache ainsi que pour le petit colon européen ou réunionnais qui se trouve marginalisé. Les travaux contemporains d'histoire économique démontrent et démontent les mécanismes du processus. Le succès spectaculaire de quelques exportations à cette époque ne saurait masquer la réalité du problème.

D'où les clivages enregistrés dans la société coloniale malgache par-delà le statut d'indigénat : problème des rapports entre colons (petits ou grands) et administration coloniale ; clivage surtout entre population malgache et pouvoir colonial, qui se situe à la fois sur le plan du statut social et du statut juridique.

## La revendication nationaliste malgache

La révolte des *Menalambo*, révolte « primaire » si l'on peut dire, avait été – à côté d'autres manifestations sporadiques de résistance au pouvoir merina ou français (xénophobie ou nationalisme populaire ?) – la première [illustration](#) d'une opposition nationale au moment de la conquête coloniale. La longue et difficile « pacification » entreprise par Gallieni et Lyautey apportait un autre témoignage de la résistance à la domination étrangère, sans que l'on puisse distinguer entre ce qui relevait des rivalités ethniques traditionnelles ou de l'opposition entre « païens », fidèles aux cultes des idoles, et « convertis » malgaches au christianisme. Tout cela relève aujourd'hui de l'histoire.

Une fois la colonisation française politiquement affirmée, la question nationale malgache se présente en termes nouveaux, en particulier dans la communauté merina autrefois dominante. Pour les notables merina, écartés du pouvoir par l'occupant français et parfois ruinés par l'abolition de l'esclavage en 1896, la stratégie du moment est simple : soit collaborer (officiellement) avec l'autorité coloniale pour se (re)placer socialement et économiquement juste au-dessous des *Vazaha* (Européens et surtout Français) ; soit entrer dans une opposition politique plus ou moins discrète mais effective contre ces mêmes *Vazaha*.

L'affaire de la V.V.S. (*Vy, Vato, Sakelika*, fer-pierre-ramification) affole littéralement l'administration française entre 1913-1915. Cette société secrète, qui s'est développée dans le milieu intellectuel merina protestant (médecins, pasteurs, instituteurs), est liée au mouvement de renouveau culturel qui s'efforce de faire la synthèse entre la culture malgache et la modernisation dans le contexte

colonial de l'époque. L'un des inspirateurs écoutés, le pasteur Ravelojaona, montre l'exemple du Japon qui s'est ouvert aux influences occidentales sans perdre son [identité](#). L'inspiration nationaliste (on évoque la « patrie malgache ») de la V.V.S. incite le colonisateur à y voir un complot. Les sanctions sont sévères. Les quarante et un condamnés, dont trente-quatre aux travaux forcés, seront finalement amnistiés en 1921.

Après la Première Guerre mondiale, la revendication nationaliste s'affirme ouvertement en même temps que commence à se manifester une presse autochtone et que s'implantent, non sans tracasseries administratives, les premiers groupements politiques et syndicaux. La revendication principale est celle de l'assimilation effective, officiellement prônée par la France mais en fait refusée malgré les textes en vigueur (à peine 8 000 Malgaches ont la [citoyenneté](#) française en 1938). Il se crée une Ligue pour l'accession des indigènes à la citoyenneté française, voire pour le statut de Madagascar-département français. C'est, avant tout, la revendication de l'égalité des droits pour les Malgaches. L'instituteur betsileo Jean Ralaimongo (1884-1943), engagé volontaire en 1914-1918, devenu défenseur des paysans malgaches du nord de l'île, soutenu par la bourgeoisie commerçante tananarivienne et aussi par certains colons français, est alors la figure de proue du mouvement national malgache. Son journal *L'Opinion*, fondé en 1927, dénonce les abus de la colonisation. Le point culminant de la contestation est la grande [manifestation](#) du 19 mai 1929 à Tananarive, qui se déroule aux cris de « Madagascar aux Malgaches ». Le refus de l'assimilation, toujours promise et toujours repoussée, a naturellement conduit au rejet de la domination coloniale. L'idée de l'indépendance commence à gagner les esprits, et plus encore après l'expérience du [Front populaire](#) (1936-1938) qui aura apporté à Madagascar comme dans d'autres colonies de grandes et brèves illusions. Cette expérience aura contribué cependant à augmenter les espaces de liberté (expression, presse) et à légaliser le [syndicalisme](#) ainsi que les partis politiques autochtones (naissance du Parti communiste malgache) promis à d'autres développements après la guerre de 1939-1945.

— Hubert DESCHAMPS

## Le nationalisme d'après-guerre et l'insurrection de 1947

La fin de la Seconde Guerre mondiale amorce une nouvelle liberté politique pour les Malgaches. Les réformes concernant les colonies leur permettent d'avoir une représentativité, au moins symbolique, au niveau national. La conférence de Brazzaville qui a lieu du 30 janvier au 8 février 1944, destinée, en partie, à affirmer la souveraineté de la France sur son empire colonial, marque une étape importante. En mars 1945 est créé un Conseil représentatif comportant autant de Français que de Malgaches. À l'automne suivant, Madagascar envoie quatre députés à l'Assemblée constituante dont deux élus par les Malgaches (Joseph Ravoahangy et Joseph Raseta, nationalistes fervents).

La Charte de l'O.N.U., signée le 26 juin 1945, fixe comme objectif de « développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes. » Cette ambiance de liberté permet aux Malgaches de s'engager dans des activités politiques. En février 1946, le Mouvement démocratique de la rénovation malgache (M.D.R.M.), indépendantiste, est créé. Il est souvent considéré, sur les côtes, comme le parti des Merina. En juin, la création du Parti des déshérités de Madagascar (P.A.D.E.S.M.), encouragée par le gouvernement colonial et soutenue par la presse dite loyaliste, prônant la collaboration et la fidélité à la France, rassemble les populations côtières et des *mainity*, descendants d'anciens esclaves merina. Les nationalistes y décèlent une manœuvre de l'administration pour diviser les Malgaches et affaiblir la conscience nationale. En juin 1946, la nouvelle Constitution consacre la naissance de l'Union française dans le cadre de la IV<sup>e</sup> République. À Madagascar, un ensemble de lois et de décrets instaure un régime plus démocratique. Ainsi, le

décret du 25 octobre 1946 prévoit la création de cinq assemblées provinciales et d'une assemblée représentative au niveau national à Tananarive (actuelle Antananarivo). Celles-ci n'ont qu'un rôle consultatif et des pouvoirs restreints, mais beaucoup de colonisés y voient l'amorce d'un changement. En novembre 1946, les députés malgaches sont réélus et un nouveau siège est adjoint pour la côte est. Ainsi, Jacques Rabemananjara, jeune poète, rejoint Ravoahangy et Raseta. Sous l'étiquette M.D.R.M., ils remportent des succès politiques face au P.A.D.E.S.M. L'espoir croît dans les milieux nationalistes et l'on assiste à la naissance d'une activité politique agitée, exprimée essentiellement par l'intermédiaire des deux partis politiques. Cette dualité est à l'image de l'opposition traditionnelle entre les « côtiers » et la population des Hautes Terres, regroupée sous la dénomination de Merina. Une opposition qui sera sans cesse utilisée par l'autorité coloniale, mais aussi par les acteurs de la vie politique.

Dans un climat de trouble, ponctué de grèves et de manifestations, l'Assemblée représentative doit se réunir le 30 mars 1947. Or, dans la nuit du 29 au 30 mars, une insurrection violente se déclenche contre le pouvoir colonial, en divers points de l'île, et s'étend durant plusieurs mois, essentiellement sur la côte est. En décembre 1947, l'insurrection est complètement matée, de nombreux villageois sont toujours [réfugiés](#) dans les forêts d'une zone allant de Farafangana au nord de Tamatave (actuelle Toamasina). Les émeutes et la répression provoquent la mort d'environ 89 000 personnes selon les sources officielles de l'époque, chiffre aujourd'hui contesté par de nombreux historiens qui parlent de 30 000 à 40 000 victimes. L'opinion française incrimine les parlementaires malgaches. Plusieurs procès sont menés devant des tribunaux militaires, dont celui des leaders du M.D.R.M., accusés d'être les responsables du déclenchement de la rébellion, qui se déroule du 22 juillet au 4 octobre 1948 à Tananarive. Le parti est dissous et six condamnations à mort sont prononcées, dont celles de Ravoahangy et de Raseta. Ils seront graciés puis amnistiés en 1954.

En 1948, le P.A.D.E.S.M. sort victorieux des élections provinciales partielles et conforte les notables côtiers dans leurs prérogatives. L'administration coloniale, qui s'est beaucoup appuyée sur les compétences des Merina, forme une élite côtière afin de contrecarrer le poids politique des Hautes Terres. Les élections législatives du 17 juin 1951, puis les élections provinciales et sénatoriales de mars 1952, marquent la défaite des nationalistes.

## Vers l'indépendance

Le 23 juin 1956, la loi-cadre Defferre est votée. Elle autorise le gouvernement français à prendre des mesures propres à l'évolution des territoires relevant du ministère de l'Outre-mer et à la décentralisation administrative (postes administratifs progressivement occupés par des Malgaches notamment). Des assemblées provinciales, élues au [suffrage universel](#), délèguent leurs membres à une Assemblée législative, qui élit un conseil de gouvernement présidé par un haut-commissaire nommé par la France.

Les anciens partis, le P.A.D.E.S.M. et le M.D.R.M., sont à l'origine de nouveaux mouvements politiques. Ainsi, le 28 décembre 1956, le Parti social démocrate (P.S.D.), proche de la S.F.I.O., est créé à Majunga (actuelle Mahajanga) par les chefs historiques du P.A.D.E.S.M. comme [Philibert Tsiranana](#), André Resampa, ou encore René Rasidy, des fonctionnaires issus de milieux modestes (petite paysannerie côtière). Le P.S.D. devient un grand parti dominant qui noyauté tous les rouages de l'administration et se développe autour de la personnalité de Tsiranana. En 1957, les élections aux assemblées provinciales sont remportées par les éléments « côtiers ». En mai 1958 se réunit à Tamatave un congrès de l'Indépendance, à l'issue duquel est créé le [Parti du congrès](#) de l'indépendance de Madagascar (Antokon'ny Kongresin'ny Fahaleovantenan'I Madagasikara, A.K.F.M.), en partie composé des membres de l'Union des démocrates sociaux (fondée en

décembre 1956, et soutenue par les colons) et du P.S.D. Il rassemble les partis politiques nationaux hostiles à une « indépendance octroyée ».

Le 28 septembre 1958 a lieu le référendum sur le projet de création de la [Communauté française](#). Trois semaines après la victoire du oui, le 14 octobre 1958, la République malgache autonome est proclamée. Le Congrès des députés provinciaux se transforme en Assemblée constituante et le Conseil de gouvernement adopte l'appellation de gouvernement provisoire. Les institutions se mettent en place au cours de l'année 1959 (président de la République, chef de gouvernement, Assemblée nationale élue au suffrage universel et Sénat). La Constitution de 1959 garantit le pluralisme et les grands principes de la démocratie.

## La République malgache

---

Trois républiques se sont succédé à Madagascar depuis l'indépendance, entrecoupées par la fracture historique de 1972-1975, par le difficile régime de transition démocratique de 1990-1992 et par la crise de 2002 qui a paralysé le pays. Ces régimes ne se comprennent qu'en prenant en considération l'impact de la présence française dans l'histoire de la Grande Île et la question de la reconnaissance internationale, devenu un enjeu important.

### De la présidence Tsiranana à la II<sup>e</sup> République

Le premier gouvernement constitutionnel entre en fonction le 14 mai 1959, mais l'indépendance n'est proclamée que le 26 juin 1960, après la négociation d'accords bilatéraux de coopération technique et culturelle. Élu premier président de la République de Madagascar le 1<sup>er</sup> mai 1959, Philibert Tsiranana adopte une politique de continuité avec la France et développe des liens diplomatiques avec des pays non communistes comme les États-Unis, l'Allemagne de l'Ouest, Taiwan ainsi qu'avec le régime d'[apartheid](#) de l'Afrique du Sud, ce qui lui sera reproché par les pays de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A., créée en 1963) dont Madagascar est un des membres fondateurs. Les choix du gouvernement Tsiranana dans le domaine économique se traduisent par un [néo-libéralisme](#) qui, à la fois, encourage l'initiative privée, nationale et internationale, le développement économique grâce à des actions communautaires et la mise en valeur des *fokonolona*, communautés villageoises, et se caractérise également par un interventionnisme étatique dans les secteurs clefs. Le pays connaît une stabilité relative durant cette première décennie après l'indépendance, mais des indices alarmants s'accumulent : faiblesse de l'industrialisation, croissance du chômage, étroitesse du marché intérieur due au faible pouvoir d'achat des paysans et dérive autocratique du régime.

À la fin de la décennie 1960, le malaise et le vide politiques liés à la maladie de Tsiranana, ainsi que la rivalité des deux prétendants à sa succession (André Resampa, alors ministre de l'Intérieur, et Jacques Rabemananjara, ministre des Affaires étrangères), provoquent une crise. Celle-ci était latente face à une économie affaiblie, à un néocolonialisme trop présent, à un durcissement de l'appareil étatique et sa mise en question par la nouvelle génération. Plusieurs forces politiques d'opposition entrent alors en scène, notamment le Monima de Monja Jaona, fondé en 1958, comprenant une base de paysans, de migrants urbains pauvres et une minorité d'intellectuels de Tananarive faisant référence à différents modèles marxistes. Proche de l'A.K.F.M. et solidement implanté dans les milieux ruraux, surtout dans le Sud, le Monima représente une force d'opposition sérieuse pour le P.S.D. En avril 1971, sous son impulsion, les paysans se soulèvent et la répression est sanglante. Le 30 janvier 1972, Tsiranana est réélu à la présidence avec 99 % des voix, mais le 13 mai éclate à Tananarive une émeute populaire issue d'un mouvement étudiant qui a été relayé par une [grève](#) générale. Elle est durement réprimée par la garde présidentielle et les forces

républicaines de sécurité. Les forces armées refusent d'intervenir au nom du président et le contraignent à solliciter [Gabriel Ramanantsoa](#), le chef d'état-major, qui constitue un gouvernement d'union nationale, composé de militaires et de techniciens. Le 11 octobre 1972, Tsiranana démissionne.

Le ministre des Affaires étrangères Didier Ratsiraka est à l'origine de la rupture avec la France entre 1972 et 1974 lorsqu'il négocie la fermeture des bases militaires et navales à Madagascar et le retrait de la zone franc. Les coopérants qui occupaient les principaux postes administratifs quittent l'île. Des liens politiques sont tissés avec l'U.R.S.S., la République populaire de Chine ou encore la [Corée du Nord](#). En 1973, le ministre de l'Intérieur, Richard Ratsimandrava, met en œuvre un programme de [réforme](#) rurale, basé sur le *fokonolona*. Cette tentative de restructuration rurale et la mise en place des *fokonolona* donnent l'illusion d'une paysannerie qui détient le pouvoir de décision et à qui l'on a promis le partage des terres anciennes et l'autogestion. Ces réformes laisseront les sociétés rurales sans moyens. En 1975, l'opposition des partis politiques et l'agitation sociale augmentent. Le général Ramanantsoa transmet les pouvoirs au colonel Richard Ratsimandrava, qui est assassiné six jours plus tard. Un [Directoire](#) militaire est alors formé et proclame la loi martiale. Il sera dissous le 15 juin 1975 et remplacé par un Conseil supérieur de la révolution, présidé par Didier Ratsiraka qui est également nommé chef du gouvernement. Le 21 décembre 1975, la République démocratique de Madagascar est fondée. Le parti [Avant-garde](#) pour la rénovation malgache (Arema), créé en 1976, devient l'organe principal de la présidence Ratsiraka.

## De la II<sup>e</sup> à la III<sup>e</sup> République

De fait, la chute de l'ère Tsiranana ouvre, après la période transitoire de 1972 à 1975, la voie à un régime autoritaire, de type socialiste, désireux de couper les ponts avec la France et prônant un nationalisme fervent. Cela se traduit par une politique de malgachisation de l'enseignement scolaire et des noms de ville. En organisant le référendum du 30 décembre 1975, Ratsiraka dote le pays d'institutions à l'orientation révolutionnaire, dont il a lui-même défini les grandes lignes dans le *Boky Mena* (livre rouge). L'institution militaire devient le support de la nouvelle idéologie socialiste. Ainsi légitimé, le nouveau pouvoir procède à une série de nationalisations (banques, assurances...) et promeut une politique d'investissements à outrance mobilisant tous les acteurs de l'économie (création d'entreprises publiques et de complexes industriels, extension des surfaces rizicoles, promotion de cultures d'exportation, recherche pétrolière, infrastructures routières et transports).

À partir de 1978, une politique immodérée d'endettement public aggrave une situation déjà fragile, tandis que s'accroît la répression contre l'opposition nationaliste (particulièrement dans le Sud). La détérioration économique et sociale, les atteintes aux libertés individuelles provoquent des mouvements de contestation et de remise en cause du régime. Dès 1982, les Églises catholiques et protestantes mettent en garde le pouvoir en dénonçant les échecs et les dérives de l'idéologie révolutionnaire. À partir de 1987, la gravité de la situation économique et les contraintes imposées par le F.M.I. et la Banque mondiale pour obtenir l'aide internationale, aboutissent à une libéralisation de l'économie. Le secteur nationalisé est réduit et la porte s'ouvre aux investissements privés malgaches et étrangers. Cette situation accroît l'appauvrissement généralisé de la population tandis que certains s'enrichissent effrontément.



En 1989, la réélection de Ratsiraka avec seulement 62 % des voix augure un changement de régime et une transition démocratique. En 1991 éclate une nouvelle crise avec des manifestations populaires importantes, en juin et en juillet, qui réclament le départ de Ratsiraka. Au cours de l'année 1991, le gouvernement est « doublé » (et plus ou moins paralysé) par un

**Didier Ratsiraka et Fra...** gouvernement parallèle (la Haute autorité de l'État) qui court-circuite le *Pierre Rousseau/ Hulton Arc...* président. Issue de la société civile, l'opposition, connue sous le nom de Forces vives, opposée au parti Arema, est décidée à changer de régime politique. Ritualisé dans le cadre des manifestations quotidiennes sur la place du 13-Mai à Antananarivo, le mouvement est pacifique. Mais, le 10 août 1991, une marche populaire, dominée par les Forces vives, vers le palais présidentiel d'Iavoloha, s'achève par une répression sanglante et contribue au discrédit international du régime. Les Églises, notamment le puissant Conseil des Églises chrétiennes de Madagascar (F.F.K.M., fondé en 1979), jouent alors un rôle majeur en organisant une médiation entre Ratsiraka et les Forces vives, pour permettre la constitution d'un gouvernement de transition. Les Églises fournissent ainsi l'encadrement et la légitimité [morale](#) des manifestations populaires. À la fin du mois d'octobre 1991, Ratsiraka signe avec le nouveau Premier ministre Guy Razanamasy et les représentants de l'opposition un accord qui prévoit la création d'un gouvernement de transition jusqu'aux prochaines élections. Le 19 août 1992, un référendum approuve, avec 76 % des suffrages, la nouvelle Constitution qui limite les pouvoirs présidentiels et fonde la III<sup>e</sup> République. Le second tour de l'élection présidentielle, en février 1993, confirme l'avance du candidat de l'opposition, Albert Zafy, ancien ministre de la Santé sous le gouvernement Ramanantsoa en 1972, qui remporte 66,74 % des votes. Madagascar sort peu à peu de son isolement économique en introduisant des réformes structurelles libérales et en cherchant à attirer les investisseurs étrangers. En 1996, un accord prévoyant la restructuration de l'économie est signé avec le F.M.I.

Cinq ans après la mise en place du nouveau régime, la popularité des dirigeants malgaches est entamée par des scandales financiers, par le manque d'autorité et l'impuissance du président Zafy à combattre la corruption. En 1995, une crise institutionnelle provoque un renforcement du [régime présidentiel](#) — le président, et non plus l'Assemblée, nomme le Premier ministre —, entériné par un référendum. De fait, des perspectives économiques sombres et une instabilité politique flagrante (six gouvernements se sont succédé depuis 1992) déclenchent une nouvelle crise qui aboutit à la destitution, par voie constitutionnelle, du président Zafy et à la réélection, de justesse (50,71 % des voix) de Ratsiraka en décembre 1996.

Celui-ci se lance dans une nouvelle politique qui vise à promouvoir une « république humaniste et écologiste ». En 1998, une nouvelle Constitution est adoptée. Elle introduit la décentralisation administrative, notamment avec la création de provinces autonomes. Suite à la mise en œuvre des directives du F.M.I. et à un réaménagement de la dette, le pays connaît une reprise économique, qui touche en particulier les domaines des télécommunications et du [textile](#). À partir de 2000, les conséquences du programme de privatisation préconisé par le F.M.I. commencent à inquiéter la population malgache, notamment la forte [inflation](#).

## Succession de crises politiques depuis 2001 : un avenir compromis

### L'espoir de Ravalomanana

À la fin de l'année 2001 a lieu une nouvelle élection présidentielle où la victoire de Ratsiraka semble assurée. Le président sortant maîtrise les principaux rouages de l'État et dispose d'une Assemblée et d'une administration locale soumises. Or, le 16 décembre 2001, à l'issue du premier tour, Marc Ravalomanana – maire de la capitale, entrepreneur florissant issu d'une noblesse rurale appauvrie de l'est d'Antananarivo – arrive largement en tête grâce, notamment, à l'affirmation de sa [foi](#) protestante, le soutien des Églises et son aura de *self-made-man*. Ratsiraka conteste le résultat et un bras de fer s'engage entre les deux candidats et leurs partisans jusqu'à l'été de 2002, à l'issue duquel la victoire de Ravalomanana est confirmée. Madagascar voit, pendant cette période,

apparaître deux centres de commandement : l'un se proclamant « pouvoir légal » (Ratsiraka déplace son régime à Toamasina sur la côte est) et l'autre « pouvoir légitime » (Ravalomanana constitue son propre gouvernement dans la capitale). Ce contexte s'accompagne d'une grève générale, de manifestations quotidiennes dénonçant la fraude électorale, du blocage des principales voies de communication. Les velléités sécessionnistes de certaines provinces, encouragées par le président sortant, ont paralysé le pays. Cette tentative de diviser la nation sur un mode opposant « côtiers » et « merina » (fief du camp « ravalomananiste »), à l'instar de ce qu'ont fait le pouvoir monarchique au XIX<sup>e</sup> siècle, le gouvernement colonial ou encore l'État postcolonial, au risque de l'anéantir économiquement, reste inopérante. Madagascar sort exsangue de la crise du point de vue économique mais sauvée dans son unité.

Dans un contexte de rejet des précédents régimes par la population, Marc Ravalomanana représente une figure politique nouvelle qui s'appuie sur l'image du messie venu sauver l'île. Reprenant un verset de l'Évangile de Marc, « Ne crains point ; crois seulement », dont il a fait sa devise, il bénéficie du soutien de la F.F.K.M. Sous son impulsion, les pasteurs deviennent des « agents de développement ». En août 2004, le président est réélu vice-président de l'Église réformée de Jésus-Christ, une des composantes de la F.F.K.M.

Cette tonalité religieuse s'accompagne d'un libéralisme économique. Marc Ravalomanana, qui a alors le monopole de la fabrication industrielle des produits laitiers à Madagascar, qui est propriétaire d'une radio, d'une chaîne de télévision et d'un journal, et qui a également investi dans les travaux publics, se lance dans la course à la présidence avec son parti Tiako'i Madagasikara (J'aime Madagascar). Certains dirigeants de son groupe laitier deviennent députés ou agents de l'administration et des membres du gouvernement obtiennent des fonctions importantes au sein de la F.F.K.M. De même, plusieurs mesures prises par le président de la République bénéficient particulièrement à son groupe. Ainsi, en 2005, Tiko Oil profitera d'une détaxation sur l'huile brute, tandis que l'huile raffinée importée par ses concurrents sera taxée à 20 %. Dans le même temps, le prix du litre d'essence double presque, signifiant pour de nombreux Malgaches une augmentation générale du coût de la vie.

Sous son gouvernement, certaines infrastructures, notamment les ports, sont améliorées. Ceux de Toliara, dans le sud-ouest du pays, et de Mahajanga, dans le nord-ouest, ont été réhabilités. La ville de Mahajanga, à la faveur de la visite éclair du président Jacques Chirac en juillet 2005, voit son front de mer ainsi qu'un certain nombre d'axes urbains rénovés pour le tourisme, tandis que la ville de Toamasina, à l'est, fief ratsirakiste, se trouve dans un état de délabrement. Les villes semblent se développer, 1 500 kilomètres de routes reliant la capitale aux chefs-lieux des six provinces ont été refaits, une certaine forme de richesse devient visible. Ce développement ne cache toutefois pas l'appauvrissement continu des campagnes et la fragilité de l'économie du pays. De janvier à avril 2004, la monnaie malgache perd 50 % de sa valeur. Cette [dévaluation](#) s'accompagne d'une inflation galopante ainsi que d'un changement de monnaie. En 2005, le franc malgache est remplacé par l'ariary. Le pays connaît également d'importantes coupures d'électricité quotidiennes du fait de la quasi-faillite de la compagnie nationale. Il est classé 146<sup>e</sup> sur 177 par rapport à l'indice du développement humain (I.D.H.) du Programme des [Nations unies](#) pour le développement.

Le 3 décembre 2006, Marc Ravalomanana est réélu président dès le premier tour en l'absence de leader d'opposition crédible. Les élections se déroulent dans le calme, mais pas dans les meilleures conditions. Le Comité national d'observation des élections, collectif de la société civile, a dénoncé des « lacunes » dans l'organisation, notamment dans l'élaboration des listes, la distribution des cartes d'électeurs et des bulletins de vote. La campagne est également marquée par une grande disparité de moyens entre les candidats. Le 23 septembre 2007, des élections législatives

anticipées, souhaitées par le chef de l'État afin d'affaiblir une opposition naissante au sein de l'Assemblée nationale, aboutissent au renforcement de la majorité présidentielle.

Durant son mandat, le président Ravalomanana a des intérêts économiques dans presque tous les secteurs. Ses méthodes néolibérales, son marketing politique moderne ainsi que son allégeance à l'Église causent ainsi maintes déceptions parmi la population, mais également chez les intellectuels et les cadres économiques, qui l'avaient pourtant soutenu face à Ratsiraka en 2002.

## Le cercle vicieux malgache

Au début de 2009, le maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina, entrepreneur prospère lui aussi, dénonce une dérive autoritaire et organise d'importantes manifestations pour demander la destitution du président Ravalomanana. Il accuse ce dernier d'avoir confisqué le pouvoir au profit des entreprises qu'il dirige et d'avoir réduit les libertés de la presse (fermeture de la station de radio privée du maire de la capitale notamment).

Après plusieurs semaines d'affrontements violents entre les manifestants et les forces de l'ordre qui font une centaine de victimes en février 2009, Andry Rajoelina, surnommé « TGV », comme son parti Tanora malaGasy Vonona (Les Jeunes Malgaches décidés), prend la tête, le 7 février 2009, d'une Haute Autorité de transition. Estimant le changement de gouvernement non constitutionnel, l'Union africaine (U.A.) suspend Madagascar de ses instances, la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (S.A.D.C.) refuse de reconnaître le nouveau président et l'Union européenne estime qu'il s'agit d'un coup d'État.

Le 21 mars 2009, Andry Rajoelina prête serment dans le stade de Mahamasina à Antananarivo devant plus de quarante mille personnes et s'engage à organiser des élections et à rédiger une nouvelle Constitution d'ici deux ans – un délai que la communauté internationale juge trop long. Un processus de médiation conduit par l'U.A. et la S.A.D.C. avec le soutien des [Nations unies](#) et de l'Organisation internationale de la francophonie (O.I.F.) se met alors en place. Il aboutit à un accord, signé le 9 août à [Maputo](#) (Mozambique), qui prévoit la constitution d'un gouvernement de transition chargé d'organiser des élections avant la fin de l'année 2010. Il envisage un partage du pouvoir entre les quatre principales formations politiques dont les leaders, outre le président autoproclamé, ne sont autres que les anciens présidents Didier Ratsiraka, Albert Zafy et Marc Ravalomanana.

Dans les faits, Andry Rajoelina garde le pouvoir et Eugène Mangalaza, ratsirakiste, devient Premier ministre. Toutefois, cet arrangement ne sera pas respecté. En décembre 2009, Andry Rajoelina met fin unilatéralement au processus de transition en limogeant Eugène Mangalaza et en le remplaçant par un militaire, le colonel Albert Camille Vital. Le spectre des divisions au sein de l'armée, des tensions régionales et des manifestations non contrôlées resurgit. En mars 2010, une seconde médiation est organisée à Addis-Abeba (Éthiopie) afin de rassembler le gouvernement et l'opposition. Mais Andry Rajoelina, pour qui le processus de résolution de la crise doit être national, n'y envoie qu'une délégation, ce qui conduit à de nouvelles sanctions de la part de l'U.A. qui suspend son aide au développement à Madagascar. En août 2010, il avalise la tenue d'un référendum devant aboutir à des élections législatives et présidentielle. Cette consultation, conçue comme une étape du processus de sortie de crise, se déroule le 17 novembre 2010. Elle est boycottée par l'opposition et contestée par la communauté internationale, qui souligne le manque de consensus et de transparence. Mais 52,6 % des Malgaches se déplacent pour aller voter et 74,2 % approuvent le projet d'une nouvelle Constitution. Le 11 décembre, le régime de la transition promulgue la nouvelle Loi fondamentale qui instaure la Quatrième République. L'âge d'éligibilité à la présidence est abaissé à trente-cinq ans pour permettre à Andry Rajoelina de se porter candidat à la [magistrature](#) suprême. La diversité des groupes et le rôle des différents acteurs (les Églises,

l'armée, le secteur privé, la communauté internationale, la société civile, les populations) contribuent à la complexité de la situation.

## Une sortie de crise difficile

En 2011, une mission de médiation est confiée par la S.A.D.C. et l'U.A. à l'ancien président mozambicain, Joaquim Chissano. Une feuille de route est signée, le 16 septembre 2011, par les principales formations politiques malgaches ; celle-ci prévoit la formation d'un nouveau gouvernement et le retour sans condition de l'ex-président Ravalomanana. Elle engage également une réforme des institutions de la transition et vise à la tenue d'élections crédibles, avec l'aide de la communauté internationale. Le 28 octobre 2011, Jean-Omer Beriziky est nommé Premier ministre de transition. Cette nomination est suivie de la formation d'un gouvernement d'union nationale de transition le 21 novembre. Ce dernier est rapidement contesté par les dirigeants de l'opposition, qui estiment que la Haute Autorité de transition est favorisée dans la mesure où elle conserve le contrôle de ministères stratégiques. En mars 2012, la Commission électorale nationale indépendante est mise en place et, le 14 avril, une loi d'amnistie est adoptée, excluant Marc Ravalomanana, condamné à plusieurs reprises pour la mort de manifestants en février 2009.

Pendant plus d'un an, une course-poursuite à la candidature, jalonnée de nombreuses volte-face et tractations, s'engage entre les trois principaux anciens dirigeants et leurs poulains. Elle se termine le 17 août 2013 avec l'annonce par la nouvelle Cour électorale spéciale (C.E.S.) d'une liste de trente-trois candidats autorisés à se présenter au suffrage universel. Sous la pression de la communauté internationale, la C.E.S. invalide huit candidatures, dont celles de Lalao Ravalomanana (femme de l'ancien président), d'Andry Rajoelina et de Didier Ratsiraka. La stratégie du « ni-ni » (ni candidature de Rajoelina ni celle de Ravalomanana, considérés comme les principaux responsables de la crise), imposée par la communauté internationale, l'emporte. Les présidents déçus s'affrontent désormais par candidats interposés.

L'élection présidentielle se déroule les 25 octobre et 20 décembre 2013 ; des élections législatives ont lieu en même temps que le second tour. Hery Rajaonarimampianina, ancien ministre des Finances du gouvernement Rajoelina, arrive en tête, face à Jean-Louis Robinson, proche de Ravalomanana. Le 17 janvier 2014, la C.E.S. de Madagascar valide ce résultat.

Madagascar a désormais un nouveau président de la République élu dans des conditions jugées satisfaisantes par la communauté internationale. Mais les crises politiques récurrentes qu'a connues Madagascar depuis son indépendance, même si elles ont été entrecoupées d'épisodes éphémères de croissance, ont généré une situation économique très préoccupante qui n'a cessé de s'aggraver ces dernières années : fermeture des zones franches créées dans les années 1990, suspension des aides et arrêt des financements accordés par les bailleurs de fonds internationaux, etc. La population malgache a durement souffert (chômage important, déscolarisation, insécurité grandissante, détérioration des infrastructures...) et plus de 92 % des Malgaches vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté, avec des disparités et des inégalités importantes entre régions ainsi qu'entre zones rurales et zones urbaines. Cette dégradation des conditions de vie a exacerbé les tensions sociales et la montée des sentiments d'injustice et d'[exclusion](#).

La fin de la période de transition, avec l'élection de Hery Rajaonarimampianina, devrait permettre à Madagascar de retrouver la confiance des institutions internationales (U.A., S.A.D.C., O.I.T.) et le soutien des bailleurs internationaux. Mais comme le souligne l'historien Solofo Randrianja, tous les ingrédients d'une nouvelle crise sont d'ores et déjà présents. Le constat est amer mais il reflète une réalité qui l'est plus encore. L'île reste parmi les pays les plus pauvres au monde et l'avenir de sa population est très incertain.

# Chronologie contemporaine

Pour l'histoire récente du pays, voir aussi [MADAGASCAR, chronologie contemporaine](#)

— *ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS*

## Littérature

Hors de Madagascar, l'homme averti, mais qui n'est pas versé dans les choses malgaches, citera trois noms : Rabemamanjara, Rabearivelo et Jean Paulhan. Si, par penchant ou profession, cet homme est au fait de la petite histoire littéraire, il ajoutera peut-être avec le sourire celui du chevalier de Parny salué par Sainte-Beuve et mis en musique par Ravel. Mais que dira l'étranger que sa curiosité aura conduit auprès de quelque Malgache de bonne compagnie ? Selon ce qu'aura signifié pour son guide le qualificatif ambigu de malgache ( *madécasse* ? *malagasy* ? ou les deux ? ) appliqué au concept non moins ambigu de littérature, peut-être concédera-t-il – côté fleur-d'herbe – les noms de Robert Edward Hart ou de Robert Mallet, ou avancera-t-il – côté folklore unique au monde – celui de Flavien Ranaivo. Et si sa curiosité a pu se faire insistante, par une pointe d'indiscrétion que la sympathie justifie, l'étranger devenu ami, voire coopérant, reconnaîtra sans trop d'effort, quand on les prononcera, l'étrange pseudonyme de Dox et le long murmure du nom vénéré de Ny-Avana-Ramanantoanina. En revanche, le nom d'Andriamalala sera pour lui un nom bien malgache mais sans rapport avec la littérature, et il se trouvera bien quelqu'un pour l'approuver en arguant du fait qu'Andriamalala, plutôt que d'employer *literatiora*, « si transparent, fût-il d'emprunt », préféra lancer le néologisme de *haisoratra*. Quant aux noms de Ramarajaona ou Bilôha Zamanitandra, labanimaka ou Ramasy, ce ne sont sans doute que les fruits d'une tendance à mystifier autrui.

« Si l'on parvient à abattre l'arbre, dit un exemple des Anciens malgaches, c'est que le manche de la cognée s'est mis de la partie. » L'arbre de la littérature malgache n'est pas un *zahana* (*Phyllarthron bojerianum*) ; les noms inscrits sur ses feuilles sont souvent illisibles ; certains pour l'effeuiller à la cime le voudront couché à leurs pieds. Il est temps de comprendre que l'essentiel est de savoir jeter le manche après la cognée. Noms de ceux qui ont pris place au soleil, noms des obscurs et des vaincus, noms effacés sur les plus belles des feuilles mortes... Admettons même ces noms qui se sont inscrits sur les feuilles les plus vertes des branches entées ! Des noms, l'on peut bien, entrant dans le jeu habituel, en citer tant et plus ; quand on les aura multipliés pour permettre à qui sait de jongler avec eux, serait-ce en un brillant numéro d'illusionniste, le public n'aura rien vu de ce qui fait encore l'arbre après la saison des fruits : racines et branches qui ne meurent que séparées du tronc, à moins que la foudre ne soit passée par là.

## Condition de la littérature malgache

Madagascar n'est plus, comme au seuil des années 1970, le pays naturellement paradisiaque que certains, se prévalant à tort du silence, voulaient déjà faire passer pour « l'île heureuse et délivrée » naguère entrevue par le poète derrière *l'île heureuse* de dérision du romancier dont il hérita. Mais qui donc prenait garde à cette île flottante qui, à l'écart des grands courants internationaux, venait à l'appel de son ancre sudiste et mettait [le cap](#) sur l'Orient ? Même quand éclata en 1971, dans le Sud de la misère et de l'abandon, la jacquerie des paysans en sagaies de l'« armée de Monja Jaona », dont la levée était périodiquement annoncée depuis une trentaine d'années, bien peu voulurent comprendre le sens évident de l'événement. Alors s'en saisirent au vol, dans une stratégie de

rupture qui n'épargna nullement les domaines linguistique et littéraire, quelques minorités marxisantes tournées vers les modèles asiatiques et qui voulurent voir en cette révolte les signes précurseurs d'une révolution populaire enfin proche. Émergeaient au cœur des débats, habilement brouillés par des politiciens en quête de pouvoir, le néocolonialisme jugé responsable de tous les maux (sous-développement, corruption, népotisme...) et la langue française, à la fois perçue comme symbole de l'impérialisme occidental et première cause des échecs scolaires et universitaires de plus en plus nombreux. À l'arrière-plan, une certaine population des villes, sans regard pour la campagne et le menu peuple, et désormais impatiente d'accéder au mieux-être et à l'égalité promis avec l'indépendance ; et, masse de manœuvre toute prête, la population scolaire et universitaire, prise au piège d'une politique démagogique qui, en guise de carotte, joua l'ouverture de maternités et d'écoles, en faisant fi des problèmes de l'économie et de l'emploi. Aussi suffit-il d'une atmosphère de fin de règne, créée par la vieillesse et la maladie du président, et de l'application brutale – mais calculée ? – de la politique de dégageant de la France dans le domaine de l'enseignement, pour que le gouvernement social-démocrate, obligé de traduire dans les faits l'équation « démocratisation + justice = malgachisation + sélection », se trouvât totalement isolé, victime de son ancienne confiance aveugle dans les vertus du néocolonialisme.

Levée de boucliers au premier rang, chez ceux dont les privilèges, liés à la francophonie, étaient menacés par ses réformes tardives ; levée de boucliers dans les derniers rangs, chez ceux qui – malgachisation ou non – avaient espéré de lui des portes plus grandes ouvertes. Instituteur formé par l'école coloniale française, le ministre de l'Éducation nationale et des Affaires culturelles – qui, non sans raison, se faisait un titre de gloire d'être, dans la tradition ancestrale, le plus grand orateur de l'Ouest malgache – ne put résister aux attaques verbales d'une étudiante de la capitale radicalement irrespectueuse du code traditionnel des échanges et aussi profondément nationaliste qu'incapable de tenir un discours cohérent dans la langue de ses ancêtres, objet de ses études universitaires... Le ministre démissionna, cédant la place à un scientifique issu de l'Université française, qui d'ailleurs n'en put mais, tandis que loin des affrontements, le poète francophone, ministre des Affaires étrangères, troisième vice-président de la République et chargé à ce titre de superviser les affaires culturelles, se taisait. Ainsi, quand, à la faveur des erreurs d'analyse et des multiples contre-sens, déferla le [carnaval](#) masqué de 1972, l'effondrement de la I<sup>re</sup> République malgache, dans un simulacre de « grand soir » ponctué de mouvements de foule et de lueurs d'[incendies](#), de brèves rafales et de tocsins divers, sonna les débuts d'une guerre linguistique dont la littérature écrite devait être l'une des premières victimes, et l'une des plus sérieusement touchées. Bien sûr, Madagascar, aujourd'hui, est un pays remis à plat. Mais chaque chose en son lieu. Et quoique la vitalité d'une littérature dépende de fort nombreux facteurs, nous ne parlerons ici que de ce que la situation présente et à venir doit au sort fait aux langues qui furent les moyens d'expression de la littérature malgache, comme aux cultures dont elle était l'expression.

Sous la I<sup>re</sup> République, entre la juste revendication de l'égalité dans la différence et la dure nécessité de s'insérer dans le vaste univers du xx<sup>e</sup> siècle qui impose le regroupement, les esprits étaient restés partagés. Le plus grave était que bien des groupes d'« adultes » répugnaient ouvertement à faire l'effort de cultiver ou le pluralisme dialectal, qui reste pourtant le chemin d'accès aux richesses des terroirs, ou la langue nationale, qui reste le miroir historique de l'identité dont on est fier, ou le français, seconde langue officielle, qui reste la chance d'ouverture sur le monde, cette répugnance pouvant d'ailleurs concerner deux domaines, ou même les trois à la fois. Trompés par ces irresponsables qui, d'autre part, reprenaient sottement le reproche de favoriser les disciplines littéraires au détriment des scientifiques et des techniques, – reproche couramment adressé par les « experts » aux pays du Tiers Monde mais sans guère de fondement à Madagascar –, les moins vigoureux des enfants s'étaient endormis, bercés dans leur fierté de former une nation déclarée

sans problèmes, ni frontaliers ni linguistiques, parfois déjà grisés par le parfum et le nectar de leurs fleurs de trois-couleurs, ou *telomiova*, curiosité botanique qui porte à la fois des fleurs mauves, des fleurs violettes et des fleurs blanches. Quant aux gouvernements successifs du Président Tsiranana – conduite témoignant peut-être d'autant de candeur et de négligence que d'une certaine foi en la [magie](#) de l'écrit –, leur action en faveur de la paix linguistique avait en somme consisté à rappeler gravement que l'on avait donné au bilinguisme franco-malgache, inscrit en 1959 dans la Constitution, la suprême consécration d'un statut officiel. Dans un pays néocolonial, où l'intercommunication sans contrainte formelle prenait de plus en plus le biais d'un sabir diamétralement à l'opposé d'une langue de culture – rien à voir avec le créole –, ce n'était là que des gestes en quelque sorte rituels, aussi incapables de sauver les deux langues d'une perte assurée que d'instaurer le bilinguisme dans la sérénité quotidienne. Et cette sérénité se trouvait moins encore dans la conscience partagée des écrivains qui savaient que, dans le contexte d'une culture dominée par l'oral, la vie et la survie de leurs œuvres dépendaient avant tout de la formation de leurs lecteurs potentiels par les écoles, où le pire côtoyait le meilleur.

En 1972 se trouvaient dans les locaux de la fondation Charles de Gaulle, université de langue française mais de statut malgache depuis un an, des jeunes gens, qui avaient pris le chemin de l'école avec la proclamation de la 1<sup>re</sup> République et qui, dans l'ensemble, ne maîtrisaient ni le français ni le malgache – situation peu propice aux réussites dans les études supérieures et, moins encore, à l'éclosion puis au développement du goût littéraire. Leurs maîtres avaient été en majorité des coopérants français – surtout des volontaires du service national inexpérimentés et, dans les dernières années, des jeunes gens frais émoulus de l'effervescence et des barricades de Mai-68 : à de très rares exceptions près, les uns et les autres, persuadés d'offrir les clefs d'une science et d'une culture modernes à vocation universelle, ignoraient tout de la langue et de la culture malgaches – situation de monologue bien peu propice à la réussite des [missions](#) invoquées. Quant au malgache, langue littéraire ayant abondamment fait ses preuves en ses diverses variétés dialectales depuis des temps immémoriaux, si, dans sa forme classique en tant que langue ayant évolué dans le cadre d'une culture écrite amplement soumise aux influences européennes, il s'était vu reconnaître une place en différents lieux, tout comme au début et à la fin de la colonisation, du moins était-il demeuré le parent pauvre du système éducatif : il était enseigné, le plus souvent, par des diplômés de l'Université française assez profondément déculturés et qui, en cette matière, n'avaient généralement pour seul brevet que d'être nés de parents malgaches... Aucune erreur n'était alors aussi répandue que cette confusion du biologique et du culturel, fréquemment étendu à la langue, si ce n'est peut-être le culte du diplôme que l'on retrouve à l'origine d'autres aberrations. Ainsi, tandis que l'enseignement supérieur – université de coopération française et institut pédagogique sous le patronage de l'U.N.E.S.C.O. réunis – n'était pas parvenu à former sur place assez d'enseignants pour assurer à la langue nationale le modeste statut de langue vivante obligatoire pour les élèves malgaches de l'enseignement secondaire, l'administration responsable s'était, mal à propos, refusée à faire une exception pour les vrais maîtres de la langue, écrivains et orateurs, qui avaient le tort de ne pas être munis de titres universitaires. C'est tout cet ensemble que nombre de manifestants de l'automne 1972 percevaient comme un dispositif d'impérialisme culturel en action, une sorte de bastion qu'il convenait d'investir pour obtenir les réformes indispensables.

La destinée du pays remise par le président aux mains du chef d'état-major, les partisans des réformes, qui ignoraient les décisions françaises restées quasi confidentielles, prirent donc leur élan, sans se douter que, d'une part, la reddition sans résistance du bastion supposé et l'ivresse d'une victoire facile les entraîneraient bien au-delà de leurs revendications premières et que, d'autre part, certains, perdant complètement de vue les réalités, élèveraient des chimères sur des ruines. Ils

ne purent ainsi qu'assister, dans l'impuissance, à la mise en œuvre d'une malgachisation d'autant plus outrancière que nourrie de passion, d'ignorance et de mauvaise conscience alourdies d'une forte dose de démagogie, laquelle transparaissait plus clairement encore à travers la reprise de la politique d'ouverture d'écoles, au moment même où diminuait tragiquement le nombre d'enseignants qualifiés. Cette œuvre objectivement destructive bénéficiant de la caution des « techniciens » placés aux postes de commande dans un esprit d'union nationale, ce fut en vain que se firent entendre les protestations des jeunes gens trop pauvres pour bénéficier d'ouvertures, faire leurs bagages et aller s'inscrire, aux frais de leurs parents ou des contribuables, dans les universités et les lycées de France. Chacun ses extrémistes et ses déviationnistes : on se mit à parler d'« impérialisme merina », et l'on assista, dans un paroxysme, à la mise à feu et à sang de Tamatave/Toamasina, la ville portuaire de l'Est, depuis longtemps tournée vers les Mascareignes francophones et créolophones, par des manifestants chantant la [Marseillaise](#) et clamant leur refus d'un enseignement donné dans la langue nationale, identifiée au dialecte merina dont elle était initialement dérivée. Le [tribalisme](#), relativement discret jusque-là, faisait ainsi irruption sur la place publique, accroché significativement au problème de la langue d'enseignement, que ne pouvait plus résoudre la simple affirmation de ce qu'on appelle depuis des siècles « unité linguistique et culturelle » de l'île. Celle-ci était certes aussi généralement reconnue que scientifiquement fondée, mais par ailleurs elle restait marquée par deux puissants facteurs de différenciation : d'une part l'adoption de l'alphabet latin – effective dans le Centre dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle – et sa diffusion par l'école, qui firent passer le dialecte merina codifié au statut de malgache classique – langue officielle de la couronne et des Églises protestantes jusqu'à la fin de la monarchie, en 1897, reconnue comme telle mais minorée par les autorités coloniales, puis par celles de la République malgache – et, d'autre part, la position dominante du français dans toutes les villes malgaches au XX<sup>e</sup> siècle, période néocoloniale comprise.

Aucun don de voyance n'était indispensable pour deviner que des explosions en cascade pouvaient se produire au moindre faux-pas et que, non maîtrisée, la situation dégénérerait rapidement. La malgachisation telle qu'elle fut mal conçue et mise en application dans la pire des ambiances – même si l'on tient compte de la prise en considération des dialectes et des actions menées en faveur de la naissance d'un nouveau malgache commun – ne pouvait être qu'un échec... Elle le fut, mais on mit dix ans à le reconnaître, sacrifiant ainsi des centaines de milliers d'enfants scolarisés et déformés, en majorité perdus pour nombre de secteurs de la vie active, économique ou culturelle. Dans un tel contexte, on devine aisément ce qu'est et ce que pourra devenir la situation de la littérature, qui n'est certes pas au cœur des préoccupations générales.

De fait, même si l'on ne peut oublier que, dans cette période, la littérature malgache écrite a jeté quelques flammes en s'ouvrant aux passions, sans négliger de livrer des pages blanches aux paroles dialectales et argotiques, jamais, à ne considérer que la frange de la vie malgache se situant dans la mouvance des villes et du monde moderne, les situations linguistique et littéraire ne furent aussi déplorables. Hasardées sur un terrain miné, la langue classique et sa littérature en sortent à présent comme désarticulées, tandis que le français, longtemps réduit au statut de langue technique inconsidérément livrée au laxisme, n'est plus aux mains des nouvelles générations qu'un pauvre outil défectueux, la jouissance de ses trésors littéraires laissée en privilège aux classes dominantes d'hier et d'aujourd'hui. Cela constaté, parallèlement à la fermeture des chemins de l'Occident aux jeunes gens non boursiers, la nouvelle tendance est aujourd'hui à une sorte de retour au français.

La différence entre la loi et la coutume, disait un juriste jacobin, c'est que celle-ci s'efforce de maintenir l'homme dans la fidélité au passé tandis que celle-là veut le modeler en vue d'un avenir meilleur. Certains y crurent en 1972, d'autres y croient aujourd'hui... Ce sont, parfois, les mêmes.

Mais ce sont, écrivains compris, des hommes qui tâchent de récupérer une langue et une culture par-delà une période de marginalisation et de déclin dont ils étaient au moins partiellement responsables ; qui plus est, des hommes avançant les mains vides. Loin de tendre vers un heureux dénouement, le vieux drame de la littérature malgache écrite n'en finit pas de se renouer et de se rejouer sous nos yeux. En attendant qu'il puisse enfin naître du magma autre chose que des avortons, le véritable espoir pour la littérature, nous semble-t-il, est à mettre une fois encore dans la contribution des artistes qui n'ont cessé de faire fleurir les chefs-d'œuvre de la littérature orale inscrite dans la tradition vivante, non pas immuable mais aussi fidèle à soi-même qu'accueillante aux souffles venus du large. De cela du moins des hommes et des œuvres nous sont garants.

## Littérature de combat

Jacques Rabemananjara est, avec Ranaivo, l'un des deux écrivains malgaches dont la réputation ne s'est pas bornée aux côtes de la Grande Île. Ses chefs-d'œuvre, écrits en français, sont des fruits qui mûrirent au soleil de la [torture](#) et des prisons que lui firent connaître les Français de la IV<sup>e</sup> République, à cause des sanglants événements de 1947 dont il nie la responsabilité. Le chemin qu'il a parcouru peut servir à illustrer la naissance et le développement d'une littérature de combat.

Le sang européen qui coule dans ses veines est celui de l'inénarrable baron polono-hongrois Maurice Auguste Benyowski, qui mourut en 1786 sous les balles françaises, paré du titre illusoire d'« empereur de Madagascar ». Ses ascendances malgaches vont des intrépides piroguiers betsimisaraka des siècles passés, qui de la côte nord-est s'en allaient porter la guerre dans les îles et les pays de l'Est africain, aux « réunisseurs de terres et de pouvoirs » du XIX<sup>e</sup> siècle merina, qui descendaient de leurs hauteurs en quête de l'unité malgache, au service de la monarchie. Enfant choyé de la [croix](#) catholique, jeune homme protégé du drapeau français, Rabemananjara devint le chef de file, trop curieux de sciences sociales, des apprentis-poètes de l'éphémère *Revue des jeunes*, dont la naissance (1935) fut saluée sur place comme un « fait important dans l'ordre littéraire », si important aussi dans l'ordre politique que la colonie, après avoir cherché à empêcher, avec le concours de l'Église, la parution de la revue, envoya son animateur à Paris pour le défilé du cent cinquantième anniversaire de la [Révolution française](#). Grâce à la compréhension de [Georges Mandel](#), il put y rester et fréquenter la Sorbonne, et c'est là que se nouèrent les liens qui unirent les futurs compagnons de *Présence africaine* dans la découverte de la solidarité des vaincus.

Rentré à Madagascar pour se présenter aux élections législatives d'après guerre comme candidat M.D.R.M. (Mouvement démocratique de la rénovation malgache), élu par le peuple malgache, Jacques Rabemananjara fut jeté en prison, quand éclata la rébellion, sans même avoir bénéficié de son immunité parlementaire. Dans les fers, il s'éveilla conscience tourmentée de son peuple et voix de sa révolte, tour à tour puissante et nostalgique. De ce moment et pendant un peu plus d'une dizaine d'années, celui que ses amis appelaient brièvement « Rabe » publia des chants – et non seulement des cris ; au-delà de la grandeur « révolutionnaire » que Sartre dans *Orphée noir*, préface à l'*Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache d'expression française* de Senghor (1948), reconnaissait alors comme apanage exclusif de cette « poésie noire de langue française », ces chants atteignent plus d'une fois à la véritable grandeur poétique. Brisés les liens de sa condition antérieure qui l'avaient même conduit aux abords du « chauvinisme occidental », l'alexandrin de ses débuts trop sages peut enfin éclater jusqu'à devenir méconnaissable.

À la première mesure du souffle ou selon les rythmes de l'émotion malgache apprivoisée, le poète enfin libéré dans le citoyen enchaîné peut désormais transfigurer ce qui fut son idole (le « verbe humain qui a pu donner un Racine, un Lamartine et un Baudelaire »), pour marteler en dissonance les cris de douleur et d'indignation de l'homme pris en traître, scander en dramaturge trop éloigné

de la scène l'arrivée dans la baie d'Antongil des ancêtres venus d'Asie, entonner l'hymne d'éloges en l'honneur de la souveraine Liberté trahie par la France et de l'« Île aux syllabes de flammes » qu'il lui préfère comme jamais, lamenter la détresse et l'angoisse de l'homme que menace d'anéantissement le poids d'une langue et d'une culture étrangères à son peuple.

Puis, sa condamnation aux travaux forcés à perpétuité ayant été commuée en exil à Paris, c'est dans la liberté surveillée qu'il poursuit sa réflexion politique. Celle-ci s'exprime souvent en une prose passionnée, où l'éloquence voisine avec l'humour ; mais bientôt apparaît une prose limpide et serrée d'analyste dont la finesse n'est pas la moindre qualité.

Quand fut recouvrée l'indépendance, Rabemananjara revint au pays dans l'avion du président, pour y exercer des fonctions d'homme d'État. Pour lui, la création littéraire parut alors appartenir au passé, et le sonnet composé lors de la mort du général de Gaulle sembla moins l'œuvre du poète que celle du ministre désirant célébrer la mémoire de l'homme qui fit advenir la [décolonisation](#). Cependant, le poète, qui, vers le même temps, disait la joie que lui apporta la publication des *Hainteny d'autrefois* recueillis sous les auspices de Ranavalona I<sup>re</sup>, garda sa plume pour travailler aux pièces d'*Ordalies*, expressément données pour des « exercices de style » mais qui, nourries de l'ancienne culture, restent par le fond ses œuvres les plus malgaches.

Œuvre aussi importante que symbolique, pouvait-on dire en ce temps-là de la sienne, et dont la postérité était non moins nombreuse que clandestine. Cependant, défaut majeur déjà – quoique son auteur ait pu affirmer : « La vérité est que sous l'impératif de notre drame, nous parlons malgache [...] dans la langue de nos maîtres » –, elle est restée inaccessible à la majorité des Malgaches. Que dire aujourd'hui ? *Ordalies* ne parut que plus tard, à Paris, où Rabemananjara, ayant préféré reprendre le chemin de l'exil après 1972, est venu retrouver le monde de *Présence africaine*.

## Littérature de détresse et d'espoir

Aîné de Rabemananjara, Rabearivelo est le « poète maudit » de la littérature malgache : naissance aristocratique mais marginale, suicide de poète « apolitique » mais qui témoigne contre tout régime colonial ; entre les deux, une vie douloureuse de proscrit dont l'unique ambition était de devenir un grand écrivain et d'atteindre à la gloire. Mais cette « gloire » qu'il a recherchée hors de l'étouffante société coloniale de l'Émyrne qui le tenait prisonnier, cette gloire ne l'a jamais atteint vivant, de tous les coins du monde où il lança son œuvre : de l'Amérique du Sud à l'Afrique du Nord, de [Vienne](#) à Paris, de [Marseille](#) à Port-Louis, sans oublier Tananarive. Elle ne lui permit même pas de vivre décemment dans sa capitale prise dans l'impasse de l'assimilation : parent trop pauvre des notables malgaches enfoncés dans leurs « ornières » et plus gênés que lui par les « oripeaux chrétiens et occidentaux », allié méconnu des colonisateurs qui le rejettent violemment dans l'indigénat et la misère, il n'avait plus pour pairs et amis que quelques hommes de lettres dont il restait néanmoins séparé par la distance (Amrouche, Guibert) ou le souci de sa « dignité » (Boudry, Razafintsalama, Rabemananjara). On ne peut se faire une consolation de ce que, confrontée à la mort, la gloire ait rapidement effleuré son nom sur l'« air du mois » de la *Nouvelle Revue française* et les pages du *Mercure de France* ; mais, venue trop tard pour l'homme, fait-elle au moins vivre ce qui reste de son œuvre ?

Cette œuvre, bilingue si l'on ne tient compte de l'espagnol un moment taquiné par amour de l'histoire malgache, embrasse pour ainsi dire tous les genres, de la nouvelle à la critique en passant par la traduction (Poe, Baudelaire). Mais la vocation de Rabearivelo resta la poésie à laquelle il donna ses chefs-d'œuvre : en malgache, des poèmes crépusculaires dominés par l'angoisse et la nostalgie qu'il éparpilla dans les très nombreux journaux tananariviens de son temps ; en français, des recueils de poèmes d'une grande beauté formelle, où le sentiment n'est plus qu'un

imperceptible frémissement ; mais surtout, en un texte bilingue, deux œuvres qui témoignent et de son talent, et de ses trouvailles fécondes en malgache, et de sa grande maîtrise de la langue française harmonieusement dépaysée par la respiration de l'ancien vers libre malgache et naturalisée par les thèmes.

Depuis sa mort, son œuvre fut aussi tiraillée que lui de son vivant, et scandaleusement. Rabearivelo, « Latin égaré en Scythie ou inversement Scythe latinisé », écartelé entre deux cultures et deux langues, victime à en mourir du régime colonial, est un exemple unique de réussite personnelle (il fréquenta à peine l'école) à peu près égale dans les deux langues. Il est le seul qui puisse servir de guide à la foule innombrable de jeunes et de moins jeunes que tient le démon de la littérature.

Que nul des contemporains malgaches de Rabearivelo n'ait été connu à l'étranger peut aisément s'expliquer : d'une part, alors qu'il était seul à user du français en maître, on n'étudiait pas le malgache pour sa littérature, condamnée d'avance par les préjugés colonialo-racistes ; d'autre part, la curiosité « littéraire » pour l'Île trouvait à se satisfaire par les récits de voyages, par la littérature exotique qui la choisit parfois pour thème (le plus souvent alterné avec celui des îles sœurs de l'océan Indien), ou par l'infidèle traduction du folkloriste qui, tantôt sacrifiant la forme au fond, tantôt saisi par la fausse élégance, détruit l'œuvre.

Quant à la faiblesse de la production littéraire contemporaine comparée à celle des devanciers, déjà peut largement l'expliquer ce que l'on sait de ses conditions d'existence. Peut-être même doit-on s'émerveiller de ce qu'une telle adversité n'ait pu empêcher la croissance de quelques œuvres, évidemment bien plus nombreuses en malgache qu'en français, mais les unes et les autres comme libérées des vieilles pesanteurs, qui en étreignent encore tant d'autres, qu'il s'agisse du puritanisme transmis par les Églises devenues les refuges du malgache classique au temps de son éviction des écoles publiques, ou du nationalisme étroit encore à l'œuvre ces derniers temps.

Devant toutes les raisons de craindre que la relève ne soit pas de sitôt assurée, ces quelques lueurs paraissent bien faibles. Mais l'on ne peut oublier qu'il reste effectivement une grande raison d'espérer. C'est loin des écoles, en effet, qu'au lendemain de l'indépendance, la langue littéraire s'est mise à récupérer, avec le vieux fonds traditionnel remis au jour, ses vertus d'autrefois. Et c'est ainsi que se fait à nouveau entendre le message que Rabearivelo tenta d'exprimer à travers une réinterprétation du mythe d'Antée, « ressuscitant comme tous ceux qui savent boire à la source ». Pensons notamment à la belle œuvre de Flavien Ranaivo (1914-1999) et à son effort pour donner un équivalent français des poèmes malgaches. Traduction et création sont ici indissociables.

## Littérature coulant de source

« J'avais lu, lycéen, *Les Hainteny* et, sais-je pourquoi ? je doutai longtemps (j'aime à douter encore) si les Malgaches avaient eu vraiment tant de chance, si ces merveilles poétiques n'étaient pas dues tout entières à un poète caché qui se donnait pour leur traducteur, si [Jean Paulhan](#), en somme, n'avait pas réussi ce que le Pierre Louÿs des *Chansons de Bilitis* avait autrefois manqué. Tangible, irrécusable aboutissement, pensais-je, d'une méditation sur le langage poétique et comme l'incarnation, ou la démonstration, de ses pouvoirs. Un poète ? (À qui cette vérification, peut-être, avait suffi. À l'affût, désormais, de la voix des autres) » (Jacques Borel, *Jean Paulhan et la Nouvelle Revue française*, 1969).

Paulhan poète ? La beauté de ses traductions en fait foi, et nous savons, pour l'avoir entendu, qu'il était effectivement capable d'improviser en *hainteny*, en malgache comme en français (même s'il les appelle parfois *haikai*). Mais c'est depuis sa jeunesse que Paulhan a été « à l'affût de la voix des autres » et a su se mettre à leur école sans l'ombre d'un préjugé. On peut répondre de façon

définitive à ceux qui, avec Jacques Borel ou avec Guy Dumur, se demandent encore si les *hainteny*, tels que les a fait connaître Paulhan, sont ou non une supercherie. Laissons à la littérature française, jusqu'à preuve du contraire, les *Chansons madécasses* de Parny qui n'ont que leur exotisme et leur générosité, mais les *hainteny* sont authentiquement malgaches : ceux qui se disent encore dans les campagnes épargnées par la civilisation, comme ceux de Rabearivelo, ceux qu'a traduits Paulhan, ceux que Dahle a recueillis une quarantaine d'années auparavant et qu'il a traduits en norvégien en les rapprochant des *stev* de son pays, comme ceux du manuscrit vieux d'un siècle et demi qui furent publiés en 1968, et qui auraient sans doute plu à Paulhan pour leur [érotisme](#) sans autre fard que la poésie. Cela dit, Jacques Borel a fort bien saisi ce que représentent les *hainteny* en tant que production littéraire ; d'ailleurs, « science et puissance des mots » traduit mieux leur nom que « science des paroles » d'une ambiguïté aussi paulhanienne que française.

L'existence des *hainteny* merina, des *saimbola sakalava*, des *fampariahitse betsileo*, etc. – tous déjà aussi souvent dits que chantés (dans les spectacles de *mpilalao* qui évoquent les sotties) – atteste et l'origine asiatique et l'ancienneté (les chansons de l'ancienne Chine du Sud, les chants alternés de l'Indochine, les haies de chants de l'ancien Japon, etc.) de la littérature malgache traditionnelle, tout comme témoignent peut-être de l'influence africaine et de l'originalité malgache les analogies thématiques entre le cycle africain du *Roman de Lièvre* et le cycle du *Roman d'Ikotofetsy* (le rusé) et *Imahakà* (le jeteur de sort ?) remarquable par l'absence de recours au masque animal. Des anciens *vazo* (récitatifs psalmodiés) aux éternels et universels *ohabolana* (poésie gnomique) en passant par les grands *sôva* (blasons) de l'actuel *ôsika tsimihety*, cette littérature a illustré plus d'un genre poétique issu du rythme et du chant, n'ignorant même pas la rime, et, des mythes à l'embryon de roman [apologétique](#) du [conte](#) d'*Ibonia* en passant par les légendes et les traditions historiques, plus d'une forme du récit. Il restait donc à renouer avec la tradition établie par les *katibo* des *sorabe* antemoro et reprise par les secrétaires et les mémorialistes de la cour de Ranavalona I<sup>re</sup>, pour recueillir et étudier ce trésor littéraire avant qu'il ne fût trop tard. Dans les dernières décennies ce fut à nouveau, pour quelques-uns, une préoccupation majeure. Et, dans le contexte d'une reconnaissance émerveillée de richesses hier encore insoupçonnées, l'intérêt que l'on a vu ainsi porté à la littérature orale a paru ne plus devoir se démentir.

— Bakoly DOMENICHINI-RAMIARAMANANA

En revanche, la littérature malgache contemporaine compte peu de romanciers (Pélandrova Dreo, *Pélandrova*, 1975 ; Michèle Rakotoson, *Le Bain des reliques*, 1988), et il lui a fallu affronter une situation compliquée par la révolution de 1972, qui voulut faire prévaloir l'écriture en malgache. Depuis 1980, avec l'évolution politique du régime, la littérature malgache d'expression française a en partie retrouvé sa place. En témoignent les œuvres de Charlotte Rafenomanjato (*Le Pétale écarlate*, 1980, *Lente Spirale*, 1990).

— ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

## Bibliographie

---

### Géographie

S. AUBERT, S. RAZAFIARISON & A. BERTRAND dir., *Déforestation et systèmes agraires à Madagascar. Les dynamiques des tavy sur la côte orientale*, C.I.R.A.D., Montpellier, 2003

C. BLANC-PAMARD & H. RAKOTO RAMIARANTSOA, *Le Terroir et son double. Tsarahonenana 1966-1992*, I.R.D. Éditions, Paris, 2000 ; « Madagascar : les enjeux environnementaux », in M. Lesourd dir., *L'Afrique, vulnérabilités et défis*, Éditions du Temps, Nantes, 2003

F. LASRY, C. BLANC-PAMARD, P. MILLEVILLE, S. RAZANAKA & M. GROUZIS dir., *Pratiques paysannes et environnement dans le sud-ouest de Madagascar*, Cédérom, I.R.D. Éditions, 2005

F. LE BOURDIEC, *Hommes et paysages du riz à Madagascar*. Étude de géographie humaine, Imprimerie F.T.M., Antananarivo, 1974

J. P. RAISON dir., *Paysanneries malgaches dans la crise*, Karthala, Paris, 1994

H. RAKOTO RAMIARANTSOA, *Chair de la terre, œil de l'eau... Paysanneries et recompositions de campagnes en Imerina (Madagascar)*, I.R.D. Éditions, 1995.

## Civilisation traditionnelle

R. BATTISTINI, « Irodo et la tradition vohémarienne », in *Taloha*, n° 2, 1967

R. BATTISTINI & P. VÉRIN, « Vohitrondriana, haut lieu d'une ancienne culture du lac Alaotra », in *Civilisation malgache*, n° 1, 1964 ; « Témoignages archéologiques sur la côte vezo de l'embouchure de l'Onilahy », in *Taloha*, n° 4, 1971

R. BATTISTINI, P. VÉRIN & CHABOUIS, « L'Ancienne Civilisation de l'Isandra », *ibid.*, n° 1, 1965

R. BATTISTINI, P. VÉRIN & RASON, « Le Site archéologique de Talaky », in *Annales malgaches*, n° 1, 1963

C. CHIPPAUX, « Recherches archéologiques au Manambolo », in *Taloha*, n° 1, 1965

J. P. DOMENICHINI, « Problématiques passées et présentes de l'archéologie à Madagascar », in *Recherche, pédagogie et culture*, n° 55, 1981

J.-P. EMPHOUX, « Note sur une culture ancienne du XII<sup>e</sup> siècle en pays antandroy », in *Bulletin de l'Académie malgache*, 1978

P. GAUDEBOUT & E. VERNIER, « Notes sur une campagne de fouilles à Vohémar », in *B.A.M.*, vol. XXIV, 1941

B. MANJAKAHERY, *Tradition orale et archéologie du pays bara manambia*, 1985

T. MARONE, *Bibliographie archéologique de Madagascar : sites anciens et monuments*, Institut des langues et civilisations orientales, Paris, 1995

A. MILLE, *Contribution à l'étude des villages fortifiés de l'Imerina ancien*, musée de l'Université, Antananarivo, 1970

M. C. RADIMILAHY, *La Métallurgie ancienne du fer à Madagascar*, 1985

A. RAFOLO, *Habitats fortifiés et organisation de l'espace... Le cas de Lohavohitra*, Paris, 1989

S. RAHARIJAONA, « Données récentes sur les objets de fouille de Vohémar », in *B.A.M.*, vol. XXXIX, 1961 ; *Archéologie de la Manandona*, Paris, 1989

V. RAHARIJAONA, *Archéologie de la vallée de la Manandona : XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*, Institut des langues et civilisations orientales, Paris, 1993

S. RAKOTOVOLOLONA, *Les Fouilles d'Ankadivory*, Tananarive, 1989

D. RASAMUEL, « Alimentation et techniques anciennes dans le Sud malgache... », in *Études océan Indien*, n° 4, 1984 ; *Fanongoavana, une capitale princière malgache du XIV<sup>e</sup> siècle*, Versailles, 2007 ; *L'Ancien Fanongoavana*, Paris, 1984

P. VÉRIN, *Les Échelles anciennes du commerce sur les côtes nord de Madagascar*, Lille, 1975.

## Histoire et vie politique

G. ALTHABE, « Les manifestations paysannes d'avril 1971 », in *Revue française d'études politiques africaines*, n° 78, juin 1972 ; *Oppression et libération dans l'imaginaire*, François Maspero, Paris, 1982

*Annuaire des pays de l'océan Indien (A.P.O.I.)*, université Aix-Marseille-III, vol. I-XII, années 1974-2002

R. ARCHER, *Madagascar depuis 1972, la marche d'une révolution*, L'Harmattan, Paris, 1976

S. BLANCHY, *Karana et Banians. Les communautés commerçantes d'origine indienne à Madagascar*, L'Harmattan, Paris, 1995

S. BLANCHY, J. A. RAKOTOARISOA, P. BEAUJARD & C. RADIMILAHY, *Les Dieux au service du peuple. Itinéraire religieux, médiations, synchrétisme à Madagascar*, L'Harmattan, 2006

P. BOITEAU, *Contribution à l'histoire de la nation malgache*, Éditions sociales, Paris, 1958, rééd. 1982

C. CADOUX, *La République malgache*, Berger-Levrault, Paris, 1969

C. CADOUX et al., *La II<sup>e</sup> République malgache*, Presses univ. d'Aix-Marseille, Aix-en-Provence, 1989

P. CHAIGNEAU, *Rivalités politiques et socialisme à Madagascar*, C.H.E.A.M., Paris, 1985

G. CONDOMINAS, *Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina*, nouv. éd. rev. éd. O.R.S.T.O.M. 1991

H. DESCHAMPS, *Histoire de Madagascar*, Berger-Levrault, 4<sup>e</sup> éd. 1972

M. MASSIOT, *L'Administration publique à Madagascar (1896-1960)*, L.G.D.J., 1971

D. NATIVEL & F. V. RAJAONAH dir, *Madagascar et l'Afrique. Permanences et mutations de liens complexes*, Karthala, 2007 ; *Omalý sy Anio (Hier et aujourd'hui)*, revue semestrielle d'études historiques, Univ. d'Antananarivo

P. OTTINO, *L'Étrangère intime. Essai d'anthropologie de la civilisation de l'ancien Madagascar*, 2 vol., éd. des Archives contemporaines, Paris, 1986

F. PIGEAUD, « Madagascar entre le marché et le goupillon », in *Le Monde diplomatique*, mars 2006

L. RABEARIMANANA, *La Presse d'opinion à Madagascar de 1947 à 1956*, Librairie mixte, Antananarivo, 1980

J. RABEMANANJARA, *Nationalisme et problèmes malgaches*, Présence africaine, Paris, 1958

F. RAISON, « La Constitution d'une utopie du fokonolona comme mode de gouvernement par le peuple dans les années 1960-1973 à Madagascar », in *Omalý sy Anio*, n° 33-36, 1994

F. RAISON dir., « Madagascar » in *Politique Africaine*, n° 52, Karthala, 1993

F. RAISON-JOURDE & J. P. RAISON dir., « Les Urnes et la rue », in *Politique Africaine*, n° 86, 2002

F. RAISON-JOURDE, dir., *Les Souverains de Madagascar. L'histoire royale et ses résurgences contemporaines*, Karthala, 1983

F. RAISON-JOURDE & S. RANDRIANJA dir., *La Nation malgache au défi de l'ethnicité*, Karthala, 2002

P. RAJOELINA, *40 années de la vie politique à Madagascar 1947-1987*, L'Harmattan, Paris, 1988

I. RAKOTO dir., *L'Esclavage à Madagascar. Aspects historiques et résurgences contemporaine*, I.C.M.A.A., Antananarivo, 1997

E. RALAIMIHOTRA, *Histoire de Madagascar*, Librairie de Madagascar, 1969, 4<sup>e</sup> éd. 1982

J. R. RANDRIAMARO, *P.A.D.E.S.M. et luttes politiques à Madagascar. De la fin de la Deuxième Guerre mondiale à la naissance du P.S.D.*, Karthala, 1998

S. RANDRIANJA, « Madagascar, l'année politique 1996, entre restauration autoritaire et État mafieux. Recompositions politiques et revendications populaires », in *L'Afrique politique*, Karthala, 1997 ; *Société et luttes anticoloniales à Madagascar de 1896 à 1946. Les chemins de la citoyenneté*, *ibid*, 2001

S. RANDRIANJA dir., *Madagascar, le coup d'État de mars 2009*, Karthala, 2012

S. RANDRIANJA & S. ELLIS, *Madagascar. A short history*, C. Hurst & Co., 2008

D. RATSIRAKA, *Charte de la révolution socialiste Malagasy*, Imprim. ouvrages éducatifs, Antananarivo, 1975 ; *Stratégies pour l'an 2000*, éd. Afrique-Asie-Amérique latine, 1983

C. ROBEQUAIN, *Madagascar et les bases dispersées de l'Union française*, Karthala-P.U.F., Paris, 1958

F. ROUBAUD, *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?*, L'Harmattan, 2000

A. SPACENSKY, *Cinquante Ans de vie politique. De Ralaimongo à Tsiranana*, Nouvelles Éd. latines, Paris, 1970

J. TRONCHON, *L'Insurrection malgache de 1947*, Maspero, Paris, 1974

P. TSIRANANA, *Discours au Parlement*, Antananarivo, 1962

H. VIDAL, *La Séparation des Églises et de l'État à Madagascar, 1861-1968*, L.G.D.J., 1970.

## Littérature

E. ANDRIANTSILANIARIVO & C. E. ABRAHAM, « La Littérature malgache », in *Rev. Madagascar*, Tananarive, juill. 1946

L. DAHLE, *Madagaskar og dets Beboere*, t. II, Oslo, 1877

B. DOMENICHINI-RAMIARAMANANA, « Bibliographie des publications sur la langue et la littérature malgaches (1974-1978) », in *Asie du Sud-Est et monde insulindien*, Paris, 1978 ; *Du ohabolana au hainteny, langue, littérature et politique à Madagascar*, Paris, 1983

M. HAUSSER & M. MATHIEU, *Afrique noire, océan Indien*, Littérature francophones 3, Paris, 1998

J.-L. JOUBERT, *Littératures de l'océan Indien*, Vanves, 1991

C. M. LORIN & A. RAKOTO RATSIMAMANGA, « La Littérature malgache », in *Encyclopédie de la Pléiade, Histoire des littératures*, vol. I, Paris, 1967

L. X. MICHEL-ANDRIANARAHINJAKA, « La Poésie tsimihéty », in *Annales de l'Université de Madagascar*, série Lettres et Sciences humaines, Tananarive, 1967

J. J. RABEARIVELO, « La Poésie malgache », in *Rev. Afrique*, août-sept. 1933

J. RABEMANANJARA, « Présence de Madagascar », in *Présence africaine*, n° 2, févr.-mars 1957

L. RAMAROSA, « Situation actuelle de la littérature malgache d'expression française », in *Notre Librairie*, n° 104, janvier-mars 1991

F. RANAIVO, « Le Folklore malgache », *ibid.*, n°s 14-15, 1957

C. DE RAUVILLE, *Littératures francophones de l'océan Indien*, Saint-Denis, 1990

J. SIBREE, *Madagascar and its People*, Londres, 1870.

## **CLASSIFICATION**

